



Sous la direction de **Philip D. Jaffé**

---

# **L'impact de la loi suédoise contre les châtiments corporels sur les relations parents- enfants**

**Enquête exploratoire auprès de parents et de jeunes d'origine irakienne  
ayant immigré après la mise en place de la loi.**

**MÉMOIRE – Orientation Recherche**

Présenté à  
L'Unité d'enseignement et de recherche en Droits de l'enfant  
de l'Institut Universitaire Kurt Bösch  
pour obtenir le grade de Master of Arts interdisciplinaire en droits de l'enfant

par

**Aurélie Buchs**

De

Genève

Mémoire No DE2012/MIDE10-11/21

SION

Mai 2012

## **Résumé:**

En 1979, la Suède fut le premier pays à mettre en place une loi condamnant les châtiments corporels dans tous les contextes (familial, pénal, scolaire et institutionnel) dans le but de garantir la dignité et l'intégrité physique de chaque enfant, ainsi qu'une égalité de traitement par la loi. Bien que les mentalités et les comportements vis-à-vis de cette pratique aient changé au sein de la population suédoise suite à la réforme législative, son impact auprès des immigrants de première génération en Suède provenant d'une culture où les châtiments corporels sont employés de manière légitime, reste encore relativement méconnu. Nous nous sommes donc intéressés à la question en menant une série d'entretiens avec des parents et des jeunes d'origine irakienne, ayant immigré en Suède après la mise en place de la loi. Différentes théories sont présentées dans ce mémoire. Celles-ci nous serviront d'outils d'analyse pour évaluer l'impact de cette loi sur les relations parents-enfants.

## **Mots Clés**

Châtiments corporels

Parentalité positive

Représentations sociales

Styles parentaux

*« At the time of its enactment, the law against corporal punishment was considered a radical measure in the surrounding world. When commented on internationally, in some countries it was ridiculed or viewed as an intrusion on private life and a threat to liberty of parents in bringing up their children. Since then, however, several countries have followed Sweden's example... » (Hindberg, 2001).*

## **REMERCIEMENTS**

A M. Jaffé, mon directeur de recherche pour ses précieux conseils.

A Dalia, pour son soutien et ses recommandations.

A Evelyne et à Alejandro pour m'avoir encouragée tout au long de l'écriture de ce mémoire.

A Mohammed, qui m'a permis de réaliser les premiers entretiens sur place.

A Fatemah (mon interprète) et à Miriam pour m'avoir épaulée et introduite auprès de leurs connaissances et de leur famille lors de mon séjour en Suède.

A tous les jeunes et à toutes les mères qui ont accepté d'être interrogés et pour leur bienveillante attention à mon égard ainsi que pour l'élan extraordinaire qu'ils ont démontré dans leur volonté de m'aider à résoudre les questions que je me posais, surtout dans un tel contexte où les châtiments corporels sont un sujet délicat à traiter.

# Table des matières

<b>Avant-propos.....</b>	<b>6</b>
<b>1. Introduction .....</b>	<b>7</b>
<b>1.1 Problématique .....</b>	<b>7</b>
<b>1.2 Délimitation de l'objet d'étude.....</b>	<b>9</b>
1.2.1 Présentation de l'objet d'étude.....	9
1.2.2 Tentative de définition des châtiments corporels .....	10
1.2.3 De l'origine de la loi à nos jours.....	14
1.2.4 Diffusion de la loi auprès des réfugiés et immigrants en Suède ..	16
<b>1.3 La législation .....</b>	<b>17</b>
1.3.1 Les normes internationales.....	17
1.3.2 La Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant	18
1.3.3 Les normes européennes .....	21
1.3.4 La législation suédoise .....	24
<b>1.4 Cadre théorique: définition des concepts .....</b>	<b>26</b>
1.4.1 Représentations sociales .....	26
1.4.1.1 Représentations individuelles vs. Représentations Collectives .....	26
1.4.1.2 La formation du noyau figuratif.....	29
1.4.1.3 Impact de la législation sur les représentations sociales .....	31
1.4.2 Styles parentaux .....	33
1.4.2.1 Le style parental "autoritaire" .....	34
1.4.2.2 Le style parental "permissif" .....	34
1.4.2.3 Le style parental "démocratique" .....	35
1.4.2.4 Le style parental "désengagé" .....	35
1.4.2.5 Impact du style parental sur le développement de l'enfant .....	36
1.4.2.6 Impact de la réforme législative sur le style parental .....	37
<b>2. Méthodologie.....</b>	<b>39</b>
<b>2.1 Impressions du terrain .....</b>	<b>39</b>
<b>2.2 Précisions méthodologiques .....</b>	<b>39</b>
<b>2.3 Types d'entretiens .....</b>	<b>40</b>
<b>2.4 Population .....</b>	<b>40</b>

2.4.1	Choix des participants à l'enquête de terrain .....	40
2.4.2	Tableau : Echantillon sélectionné pour la recherche .....	42
<b>2.5</b>	<b>Lieux et mode de récolte des données .....</b>	<b>43</b>
<b>2.6</b>	<b>Précautions éthiques .....</b>	<b>44</b>
<b>2.7</b>	<b>Limites .....</b>	<b>46</b>
<b>2.8</b>	<b>Guide d'entretien .....</b>	<b>48</b>
<b>2.9</b>	<b>Méthode d'analyse des réponses .....</b>	<b>49</b>
<b>3.</b>	<b>Analyse .....</b>	<b>50</b>
3.1	A l'heure actuelle, quelles représentations les parents ayant récemment immigré en Suède et leurs enfants se font-ils des châtiments corporels et quelles pratiques les parents emploient-ils pour discipliner leur(s) enfant(s)?.....	50
3.2	La réforme législative de 1979, a-t-elle contribué à déstabiliser les relations d'autorité des parents envers leur(s) enfant(s)? .....	56
3.3	Discussion.....	62
3.3.1	Des représentations sociales et pratiques qui peinent à changer ? .....	62
3.3.1.1	Facteurs explicatifs.....	63
3.3.1.2	Comment parvenir à une modification de la représentation et des pratiques? .....	67
3.3.1.3	Limites à la diffusion de la loi .....	68
3.3.2	Une loi qui accorde trop de pouvoir à l'enfant ou une loi nécessaire pour son bien-être, son intégrité et sa dignité? .....	69
3.3.2.1	Une loi qui accorde trop de pouvoir à l'enfant .....	69
3.3.2.2	Ingérence de l'Etat vs. Protection de la sphère privée familiale .....	71
3.3.2.3	Une loi pour la protection du bien-être, de la dignité et de l'intégrité de l'enfant .....	73
3.3.2.4	Parentalité positive.....	75
<b>4.</b>	<b>Conclusion.....</b>	<b>77</b>
4.1	Confrontation des hypothèses .....	77
4.2	Perspective des droits de l'enfant .....	79
4.3	Note finale.....	80
	Références .....	82
	Annexe .....	90

## **Avant-propos**

C'est à la suite d'un stage effectué à la Fondation Sommet Mondial des Femmes dans la section enfants-jeunesse et dont les actions se focalisent sur le thème de la prévention des abus et de la violence infligés aux enfants, que mon attention s'est portée sur ce sujet. Mais, c'est encore plus précisément à la lumière de la préparation de la Journée Mondiale contre la violence envers les enfants, organisée par la fondation le 19 novembre 2011 et portant sur la nécessité de prévenir les châtimements corporels au niveau mondial, que je me suis vraiment passionnée pour ce domaine.

Les châtimements corporels restent encore une pratique courante dans de nombreux pays où ils sont acceptés aussi bien socialement que culturellement, bien que leurs effets néfastes sur le développement de l'enfant aient été démontrés (Durrant, 2005).

Au niveau mondial, alors que seulement trente pays ont aboli les châtimements corporels au niveau législatif, cent quarante-cinq pays n'ont, à ce jour, pris aucun engagement envers son abolition aussi bien dans le contexte familial, que pénal, scolaire et institutionnel (Newell, 2010). Bien que le respect de la dignité humaine et de l'intégrité physique constituent des principes universels, des enfants sont encore quotidiennement « fessés, corrigés, giflés, secoués, pincés, frappés à coups de pied, de poing, de bâton, de fouet, de ceinture, battus et martyrisés par des adultes, principalement par ceux en qui ils ont le plus confiance » (Conseil de l'Europe, 2008).

## 1. Introduction

### 1.1. Problématique

En 1979, après 50 ans de réformes législatives, la Suède a déclenché une petite révolution en matière de protection de l'enfant en s'érigeant en tant que pionnière dans l'abolition des châtiments corporels.

Nous faisons face à une nouvelle étape dans le domaine de la protection de l'enfant en lui conférant un droit à la dignité et à l'intégrité physique y compris dans la sphère privée familiale ainsi que la même protection juridique que celle réservée aux adultes.

Bien qu'un nombre d'études aient été menées sur l'impact de la loi de 1979 sur les attitudes des parents et sur le comportement social des jeunes ayant grandi durant cette période, aucune, à notre connaissance, ne s'est néanmoins penchée sur les répercussions qu'elle a eues sur les relations entre parents et enfants provenant de pays où les châtiments corporels sont autorisés par la loi et employés comme moyen éducatif légitime. Faute de données empiriques substantielles sur son impact, nous avons donc choisi de nous rendre sur le terrain afin de mener une enquête sur le sujet.

***Dans le cadre de ce mémoire, nous chercherons donc à comprendre dans quelle mesure la réforme légale suédoise de 1979 et les campagnes d'information contre les châtiments corporels infligés aux enfants, ont eu un impact sur les relations parents-enfants d'origine irakienne, ayant immigré en Suède après la mise en place de la loi.***

La question de recherche en question sera étudiée à travers deux sous-composantes auxquelles nous tenterons d'apporter une réponse dans la partie analytique de ce mémoire.

- *A l'heure actuelle, quelles représentations les parents ayant récemment immigré en Suède et leurs enfants se font-ils des châtiments corporels et quelles pratiques les parents emploient-ils pour discipliner leur(s) enfant(s)?*

- *La réforme législative de 1979, a-t-elle contribué à déstabiliser les relations d'autorité des parents envers leur(s) enfant(s) ?*

Nous formulons les hypothèses suivantes :

**Hypothèse 1 :** Le cadre légal mis en place en 1979 a contribué à une modification de la représentation sociale et de la pratique des châtiments corporels chez les familles immigrantes d'origine irakienne.

**Hypothèse 2 :** La loi de 1979 a contribué à fragiliser les relations d'autorité des parents envers leur(s) enfant(s).

Afin de répondre aux hypothèses, nous nous sommes particulièrement penchés sur deux théories qui nous permettront de mesurer l'impact de la loi sur les enfants et les parents:

- 1.) Les représentations sociales et pratiques ;
- 2.) Les styles parentaux selon Baumrind ;

Nous développerons ces concepts dans la partie « Cadre théorique ».

Cette recherche fournira en conclusion des réponses aux hypothèses et à la question de recherche ainsi que des conseils visant à améliorer la portée du message de la loi en question afin de favoriser le droit de l'enfant à sa dignité et à son intégrité physique lorsqu'il est sous la garde de ses parents ou de l'un d'eux, de son ou de ses représentants légaux ou de toute autre personne à qui il est confié, selon l'article 19 de la Convention relative aux droits de l'enfant.



## 1.2. Délimitation de l'objet d'étude

### 1.2.1. Présentation de l'objet d'étude

La population irakienne constitue la deuxième plus grande minorité d'immigrés en Suède après les Finlandais. Au début des années 1980, de nombreux facteurs ont poussé une partie de la population irakienne à immigrer en Suède afin d'échapper à la violence, aux difficultés économiques mais aussi dans le but de rejoindre leur famille sur place. C'est cependant plus particulièrement depuis la guerre qui a débuté en 2003, que la Suède s'est inscrite comme l'un des principaux pays d'accueil pour les réfugiés irakiens hors du Moyen-Orient. Le nombre de personnes d'origine irakienne incluant les irakiens nés hors de Suède mais ayant obtenu la nationalité suédoise, s'élevait à près de 110 000 individus en 2008 et environ à 115 000 en 2009 (Statistics Sweden, 2009).

Dans le cadre de ce mémoire, il nous a semblé pertinent de nous pencher sur la population irakienne car les châtiments corporels dans le contexte familial sont légaux en Irak. En effet, le Code Pénal irakien (1969) article 41(1), statue qu'il est légal pour les parents ou enseignants en charge de l'enfant de le discipliner dans les limites prescrites par la loi ou le droit coutumier.

*Paragraph 41 - There is no crime if the act is committed while exercising a legal right. The following are considered to be in exercise of a legal right:*

*(1) The punishment of a wife by her husband, the disciplining by parents and teachers of children under their authority within certain limits prescribed by law or by custom.*

*(Ministry of Justice, 1969)*

Les enfants ne bénéficient en outre, que d'une protection limitée contre les abus dans le Minors Act, le Juvenile Welfare Act(1983) et le Code Pénal (1969), qui n'inclut en aucun cas la prohibition des châtiments corporels dans l'éducation des enfants (Global Initiative to End All Corporal Punishment of Children, 2010).

Selon une étude statistique réalisée par l'UNICEF en 2010, parmi 39 019 enfants irakiens ayant participé à l'étude, 87% des enfants âgés de 2 à 14 ans ont été victimes d'agressions psychologiques ; 73 % ont subi des châtiments corporels mineurs au sein de leur foyer ; et 31% ont été victimes d'agressions physiques majeures en 2005-2006 (2010, p.72).

Nous faisons donc l'hypothèse qu'un nombre important de parents irakiens ayant récemment immigré en Suède continuent d'utiliser les châtiments corporels comme méthode disciplinaire pour éduquer leur(s) enfant(s) au sein du foyer familial.

Notons néanmoins que dans cette recherche, nous ne souhaitons en aucun cas stigmatiser la population irakienne. Nous aurions également pu étudier d'autres populations immigrantes en Suède, mais c'est initialement grâce à une connaissance d'origine irakienne de Montréal (Canada) et ayant vécu en Suède auparavant que j'ai eu la chance et l'immense plaisir de pouvoir rencontrer des irakiens vivant sur place et de collaborer avec eux afin d'obtenir des réponses à mes interrogations.

### **1.2.2. Tentative de définition des châtiments corporels**

Selon Jaffé, il est possible de distinguer 6 types de maltraitances infantiles : les négligences, les abus sexuels, la violence institutionnelle, la violence structurelle, la violence psychologique et enfin la maltraitance physique (Ph. Jaffé, cours MIDE, 20 avril 2011). Bien qu'il existe de nombreuses définitions relatives aux 6 types de maltraitances évoqués ci-dessus, voici celles que nous avons sélectionnées :

#### **1.) La violence physique :**

C'est la forme la plus visible et la plus directe de maltraitance. Ce type de violence, souvent perpétré dans le foyer familial, consiste entre autres à taper, secouer et donner des coups de pieds à l'enfant, et « entraîne – ou risque fortement d'entraîner – un préjudice réel pour la santé de l'enfant, sa survie, son développement ou sa dignité » (OMS, 2006, p.68).

La violence physique peut cependant également être le résultat d'une supervision inadéquate de l'enfant ou encore d'une négligence coutumière à l'égard de l'enfant (Ministère des Services à l'Enfance et à la Jeunesse de l'Ontario, 2010).

## **2.) La violence sexuelle :**

La violence sexuelle se définit comme toute agression sexuelle (attouchements, rapports sexuels), exploitation de l'enfant à des fins sexuelles ou négligence par ses parents ou par toute personne qui en est responsable, de protéger l'enfant contre la violence sexuelle. (Ministère des Services à l'Enfance et à la Jeunesse de l'Ontario, 2010). Selon l'OMS (2006, p.70), « on entend par violence sexuelle la participation d'un enfant à une activité sexuelle qu'il n'est pas pleinement en mesure de comprendre, à laquelle il ne peut consentir en connaissance de cause ou pour laquelle il n'est pas préparé du point de vue de son développement, ou encore qui viole les lois ou les tabous sociaux de la société. Les enfants peuvent être à la fois victimes de violence sexuelle exercée par des adultes et par d'autres enfants qui – du fait de leur âge ou de leur stade de développement – ont un lien de responsabilité, de confiance ou de pouvoir avec la victime ».

## **3.) Violence psychologique :**

La violence psychologique est souvent moins perceptible que la violence physique. Cependant, elle a des conséquences tout aussi néfastes sur le développement physique, mental, spirituel, moral ou social de l'enfant (OMS, 2006, p.70). Nous parlons de violence psychologique lorsque les parents de l'enfant ou toute autre personne qui en est responsable « causent des maux affectifs à l'enfant ou omettent de le protéger des maux affectifs dus à la violence verbale, la cruauté mentale et les mauvais traitements psychologiques » (Ministère des Services à l'Enfance et à la Jeunesse de l'Ontario, 2010). Elle comprend entre autres l'humiliation, le chantage affectif, le rejet et l'intimidation.

## **4.) La négligence :**

Selon le Ministère des Services à l'Enfance et à la Jeunesse de l'Ontario, il y a négligence lorsque les parents de l'enfant ou toute autre personne qui en est responsable, ne satisfont pas les besoins liés au développement physique, psychologique et émotionnel de l'enfant (Ministère des Services à l'Enfance et à la

Jeunesse de l'Ontario, 2010). La négligence est souvent difficile à détecter, tout comme la violence psychologique.

### **5.) La violence structurelle :**

Il s'agit d'une violence imposée indirectement sur les individus à travers le système social. Selon Parazelli (2008, p.3-8), la violence structurelle serait « une forme d'agression commise par des organisations d'une société donnée qui a pour effet d'empêcher la réalisation des individus ». Kent (2006, p.53) donne à titre d'exemple : « The limited allocation of resources to meeting children's needs is due more to the ways in which available resources are used than to the absolute shortage of resources ».

### **6.) La violence institutionnelle :**

Il s'agit de violence perpétrée dans les structures d'accueil et de soins. Tomkiewicz (1991, p. 263) qui s'intéresse tout particulièrement aux enfants accueillis dans des institutions spécialisées, définit la violence institutionnelle comme étant « toute action commise dans et par une institution, ou toute absence d'action, qui cause à l'enfant une souffrance physique ou psychologique inutile et/ou qui entrave son évolution ultérieure ».

Les châtiments corporels se situent quant à eux dans la catégorie des violences physiques. Bien que nous ayons sélectionné une définition dans le but de mieux nous situer dans le travail lorsque nous évoquerons les châtiments corporels, il est néanmoins important de préciser qu'il n'existe pas de définition générale des châtiments corporels. Il n'y a en effet toujours pas de consensus qui a été établi vis-à-vis de la différenciation entre châtiments « légers » et « sévères » aussi bien dans le domaine scientifique que dans le domaine légal : « Parmi les scientifiques, certains différencient ces deux entités par l'intention de l'adulte lorsqu'il punit : s'il veut ou ne veut pas faire mal. D'autres marquent la différence par la présence ou l'absence de blessures. Ces deux types de classement sont discutables et discutés. D'un point de vue légal, depuis 140 ans, dans les pays régis par le Common Law, il existe la notion juridique de 'châtiment raisonnable' sans pour autant qu'un consensus existe sur sa définition. Son interprétation reste ainsi à la discrétion du juge » (Balestra, 2008, p.2).

La limite entre châtiments corporels légers et sévères demeure donc subjective et dépend de l'interprétation de chacun.

Voici cependant la définition que nous retiendrons dans le cadre de notre travail:

Les châtiments corporels s'entendent de toute action prise par un parent, un enseignant ou toute autre personne responsable légalement de l'enfant, dans le but de punir l'enfant en lui causant de la douleur physique ou du désagrément. L'objectif du châtiment est de corriger le comportement de l'enfant tout en le décourageant de recommencer (Durrant, 2005, p.49).

Dans son Observation Générale n°8 de 2006, relative au droit de l'enfant à une protection contre les châtiments corporels et les autres formes cruelles ou dégradantes de châtiments (art.19, 28 (par.2) et 37 entre autres), le Comité des droits de l'enfant définit les châtiments «corporels» ou «physiques» comme «tous châtiments impliquant l'usage de la force physique et visant à infliger un certain degré de douleur ou de désagrément, aussi léger soit-il. La plupart de ces châtiments donnent lieu à l'administration d'un coup («tape», «gifle», «fessée») à un enfant, avec la main ou à l'aide d'un instrument- fouet, baguette, ceinture, chaussure, cuillère de bois, etc. Ce type de châtiment peut aussi consister à, par exemple, donner un coup de pied, secouer ou projeter un enfant, le griffer, le pincer, le mordre, lui tirer les cheveux, lui «tirer les oreilles» ou bien encore à forcer un enfant à demeurer dans une position inconfortable, à lui infliger une brûlure, à l'ébouillanter ou à le forcer à ingérer quelque chose (par exemple, laver la bouche d'un enfant avec du savon ou l'obliger à avaler des épices piquantes). De l'avis du Comité, tout châtiment corporel ne peut être que dégradant » (Comité des droits de l'enfant, 2006).

Bien que « l'administration de châtiments corporels et d'autres formes cruelles ou dégradantes de châtiment à des enfants intervient dans différents cadres, à savoir le domicile et la famille, les différents types d'institutions de protection de remplacement, les écoles et autres établissements d'enseignement, le système de justice – tant sous forme de condamnation par un tribunal que de châtiments infligés dans les établissements pour peine ou autres – dans le cadre du travail des enfants et dans la communauté » (Comité des droits de l'enfant, 2006), dans le cadre de ce

mémoire, nous nous pencherons uniquement sur les châtiments corporels infligés aux enfants dans le cadre de la famille.

### **1.2.3. De l'origine de la loi à nos jours**

En Suède, au 18<sup>ème</sup> siècle, le père de famille pouvait châtier sa femme et ses enfants sans que ses actes soient répréhensibles. Un commentaire du Code Pénal de 1734 précisait que si un père châtiait son enfant à mort, le crime serait moins sévère que s'il battait sa femme à mort. En revanche, si l'enfant commettait un crime envers ses parents, la sanction serait beaucoup plus importante (Hindberg, 2001).

Ce n'est qu'en 1928 que la première loi interdisant les châtiments corporels à l'école secondaire (gymnase) fut décrétée et elle ne fut appliquée qu'en 1958 à tout le système scolaire suédois. Une nouvelle Charte des Ecoles Suédoises mentionnait que l'enseignant ne pouvait plus employer les châtiments corporels à l'encontre de ses élèves (article 54) :

*"The teacher should promote a cheerful atmosphere and enjoyment from work, strive to win pupils' confidence, and respect pupils as independent people. He may not subject the pupil to physical punishment or humiliating treatment."* (Modig, 2009)

Le droit de châtier son enfant fut, quant à lui, définitivement révoqué du code de parentalité et de tutelle en 1966. Au niveau pénal, les coups et blessures à l'encontre d'enfants ou d'adultes furent également dès lors bannis (Hindberg, 2001, p.10-11).

En 1971, le cas d'une fille de 4 ans, battue à mort par son beau-père éveilla tout particulièrement l'attention publique. Cet incident mena à la création de Children's Rights in Society (BRIS), une organisation oeuvrant pour de meilleures conditions pour les enfants se trouvant dans des situations à risque, qui mit également en place une ligne d'assistance téléphonique pour les enfants en difficulté (Hindberg, 2001, p.11).

Plusieurs années après, en 1977, le gouvernement désigna un Comité spécialement conçu pour mieux subvenir aux droits de l'enfant, qui devint par la suite le Comité

des droits de l'enfant. En 1978, il présenta le rapport « Children's Rights. Prohibiting Corporal Punishment » (Ministry of Justice, 1978).

Il fallut cependant attendre l'année 1979, qui était également l'« Année internationale de l'enfant », pour qu'une loi spécifique contre les châtiments corporels soit édictée. Les membres du Parlement, davantage sensibilisés au bien-être des enfants à cette époque, votèrent de manière quasi unanime (259 pour, 6 contre et 3 abstentions) en faveur de la loi contre les châtiments corporels (Modig, 2009, p.13).

Après 50 ans de réformes législatives ayant pour but de rendre cette loi plus explicite au niveau légal, la Suède fut subséquemment le premier pays au monde à adopter une telle loi prohibant tout châtiment corporel à l'encontre des enfants, dans tous les contextes.

Dans le but de faire changer les attitudes vis-à-vis des châtiments corporels, le Comité des droits de l'enfant fit la recommandation de mettre en place une campagne d'éducation publique afin d'informer les citoyens de la loi et de ses objectifs. En réponse à cette recommandation, le Ministère de la Justice agença la campagne la plus onéreuse jamais entreprise en Suède, de distribution de pamphlets (Ziegert, 1983, p.917) s'intitulant « Pouvez-vous éduquer vos enfants avec succès sans gifle ni fessée ? » et comportant des renseignements sur la loi ainsi que des conseils pour une discipline alternative. Ces brochures furent distribuées à tous les ménages avec de jeunes enfants et furent traduites en allemand, en anglais, en français, en espagnol ainsi que dans d'autres langues parlées par des populations de forte immigration en Suède.

Des renseignements sur la loi furent également imprimés sur les cartons de lait pendant une période de deux mois permettant aux parents et aux enfants d'en discuter lors des repas en famille (Durrant, 1999, p.436). L'information fut aussi dispensée à grande échelle par les médias, les écoles, les services de santé ainsi que par certaines organisations non-gouvernementales afin de sensibiliser la population dans son ensemble, à cette nouvelle loi.

En raison de l'ampleur de la diffusion de cette campagne, en 1981, 99% des Suédois étaient au courant de cette loi, ce qui représente un niveau de connaissance de la loi bien supérieur à toutes les autres études qui ont été menées vis-à-vis d'autres lois dans les sociétés industrialisées (Ziegert, 1983, p.917-926). De plus, alors qu'en 1965 environ 53% de la population suédoise était en faveur des châtiments corporels, en 1994, seulement 11% de la population soutenaient cette méthode éducative dans ses formes les plus légères (Durrant, 1999, p.6). Aujourd'hui encore, les campagnes d'éducation relatives à cette loi perdurent. La loi est discutée dans les programmes d'éducation parentale, dans les services de santé pour enfants mais aussi à l'école, où elle est évoquée entre autres en 9<sup>ème</sup> année, lors des cours de « parentalité et vie de famille » ou encore dans les cours d'anglais obligatoires, où une vidéo est présentée aux enfants, montrant un homme d'origine anglaise qui défend l'emploi de la fessée (Newell, 1989, p.74). Très tôt, les enfants deviennent donc conscients de leurs droits civils.

Mais, comment la loi atteint-elle les populations immigrées ou marginalisées en Suède ?

#### **1.2.4. Diffusion de la loi contre les châtiments corporels et promotion de la parentalité positive auprès des réfugiés et immigrants en Suède**

Save the Children Suède (Rädda Barnen), organisation non-gouvernementale, dont le travail s'appuie principalement sur la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant et sur la Déclaration universelle des droits de l'Homme, s'est tout particulièrement impliquée dans la promotion d'une éducation non-violente en contribuant notamment à faire connaître la loi mise en vigueur en 1979 en Suède. SCS a, en effet, eu un impact significatif dans la diffusion de cette loi, notamment auprès des populations marginalisées vivant en Suède.

Depuis une dizaine d'années, Save the Children Suède (SCS) travaille en étroite collaboration avec des groupes d'éducation parentale pour les immigrants qui circulent au sein de différentes communautés, écoles, associations ethniques, etc. Les cours sont la plupart du temps dispensés par des volontaires de différentes origines qui ont été formés à faciliter le dialogue et qui abordent entre autres la loi en question sous tous ses angles en s'appuyant sur du matériel pédagogique: "The



children in our hearts – to strengthen the role for parents in a multicultural Sweden" et "What tomorrow will I choose?- on childhood, adolescence and parenthood in between cultures". De nombreux conseils y sont fournis mettant en avant une parentalité positive et une éducation non-violente.

Au niveau national, depuis le mois de décembre 2010, une loi a été mise en vigueur obligeant les municipalités à offrir à tous les nouveaux réfugiés et immigrants un cours d'introduction à la culture suédoise, d'une durée de 60 heures. Bien que le contenu du cours varie selon les villes et comtés, les droits de l'enfant ainsi que la politique familiale en Suède y sont enseignés.

Différents programmes sont par ailleurs promus par l'Institut national suédois de Santé publique et mis en place dans différentes municipalités. Ceux-ci consistent à aider les parents à mieux gérer l'éducation de leurs enfants et à promouvoir une parentalité positive. C'est le cas de Cope, Föräldraverkstaden ou encore Comet qui donnent des pistes aux parents pour gérer des situations conflictuelles avec leurs enfants. Selon Lars Holmgren de SCS (2011), les cours d'éducation parentale ont cependant souvent de la difficulté à attirer aussi bien les parents adolescents que les parents immigrants et ne sont souvent dispensés qu'en suédois.

### **1.3. La législation**

Pour éviter que les parents ne recourent à la violence mais aussi dans le but de protéger la dignité et l'intégrité de l'enfant et qu'il obtienne une égalité devant la loi, toute une série de lois ont été mises en place tant au niveau national qu'international.

#### **1.3.1. Les normes internationales**

Avant même l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant, la Charte internationale des droits de l'homme (qui comprend la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et

culturels, ainsi que le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et ses deux protocoles facultatifs) garantissait à chacun, le respect de sa dignité humaine et de son intégrité physique sans distinction aucune, et protégeait l'individu contre toute discrimination faite à son insu, indépendamment de son âge, race, couleur, sexe, langue, religion, opinion politique et de toute autre opinion, origine nationale ou sociale, fortune, naissance ou de toute autre situation (Comité des droits de l'enfant, 2006).

Plusieurs articles attribuent une protection spécifique aux enfants. C'est le cas de l'article 25 de la déclaration universelle, l'article 24 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (1966) et l'article 10 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1966) qui attribuent à l'enfant le droit de bénéficier de mesures spéciales d'aide, de protection et d'assistance qu'exige sa condition de mineur.

Notons par ailleurs que « les organes des traités des Nations Unies qui veillent au respect des pactes internationaux condamnent les châtiments corporels infligés aux enfants lorsqu'ils examinent les rapports des Etats (Conseil de l'Europe, 2006).

### **1.3.2. La Convention des Nations Unies relative aux Droits de l'enfant**

La Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant est devenue en 1989, le premier instrument juridique, à caractère obligatoire, accordant à l'enfant toute une série de droits civils, politiques, culturels, économiques et sociaux. Elle fut ratifiée par la Suède en 1990.

L'ensemble des droits énoncés dans la Convention relative aux droits de l'enfant peut être regroupé sous la classification des trois P: **P**rotection, **P**restation et **P**articipation. Le sujet de ce mémoire porte néanmoins plus précisément sur la protection de l'enfant contre toutes formes de violence dans le contexte familial.

Plusieurs articles de la Convention évoquent le devoir de protéger l'enfant contre la violence physique ou psychique. C'est tout particulièrement le cas des deux premiers articles que nous évoquerons ci-dessous, qui veillent à protéger l'enfant contre toutes formes de violence dirigées à son insu.

Premièrement, l'article 19 de la Convention relative aux droits de l'enfant fait obligation de prendre « *toutes les mesures législatives, administratives, sociales et éducatives appropriées pour protéger l'enfant contre toute forme de violence, d'atteintes ou de brutalités physiques ou mentales, d'abandon ou de négligence, de mauvais traitements ou d'exploitation, y compris la violence sexuelle, pendant qu'il est sous la garde de ses parents ou de l'un d'eux, de son ou de ses représentants légaux ou de toute autre personne à qui il est confié* » (CDE, 1989).

L'article 37, quant à lui, contraint les Etats à veiller à ce que « *nul enfant ne soit soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants* » (CDE, 1989).

Aucun des deux articles ne mentionne spécifiquement l'interdiction de châtier un/son enfant car « comme tous les instruments relatifs aux droits de l'homme, la Convention doit être conçue comme un instrument vivant, dont l'interprétation évolue dans le temps ». (Comité des droits de l'enfant, Observation Générale n°8, 2006). Cependant, l'Observation Générale n°8, adoptée par le Comité des droits de l'enfant en 2006, vient les compléter en attribuant à l'enfant, le droit à une protection contre les châtiments corporels et les autres formes cruelles ou dégradantes de châtiments. Le Comité des droits de l'enfant a par ailleurs recommandé aux Etats ayant ratifié la Convention, de mettre en place un système légal dans leur pays interdisant les châtiments corporels ainsi que des campagnes visant à informer et à sensibiliser le public sur la question.

En raison de la nature holistique de la Convention relative aux droits de l'enfant, d'autres articles contribuent également à ajouter une protection complémentaire à l'enfant vis-à-vis des châtiments corporels en renforçant son droit à l'intégrité physique et à la dignité humaine. C'est le cas des articles suivants :

Tout d'abord, le **Préambule** affirme que : « l'enfant, en raison de son manque de maturité physique et intellectuelle, a besoin d'une protection spéciale et de soins spéciaux, notamment d'une protection juridique appropriée, avant comme après la naissance » (CDE, 1989).

**Article 3:** L'article 3 constitue un des principes généraux de la Convention. Toute décision prise à l'égard de l'enfant doit être dans son intérêt supérieur. Tel que le souligne le Comité des droits de l'enfant, « l'intérêt supérieur ne saurait servir à justifier certaines pratiques, dont les châtiments corporels et autres formes cruelles de châtiments, attentatoires à la dignité humaine de l'enfant et au droit à l'intégrité physique de sa personne » (Comité des droits de l'enfant, 2006).

**Article 5 paragraphe 2 :** L'article 5 de la Convention, statue que les États parties doivent respecter la responsabilité, le droit et le devoir qu'ont les parents ou toute autre personne légalement responsable de l'enfant de lui donner, d'une manière qui corresponde au développement de ses capacités, l'orientation et les conseils appropriés à l'exercice des droits que lui reconnaît la Convention. Selon le Comité des droits de l'enfant : « l'interprétation de l'expression « l'orientation et les conseils appropriés » doit être compatible avec l'ensemble de la Convention et ne laisse pas la moindre place à une quelconque justification de formes de discipline violentes ou d'autres formes de discipline cruelles ou dégradantes » (Comité des droits de l'enfant, 2006).

**Article 18 paragraphe 1:** L'article 18 statue que « la responsabilité d'élever l'enfant et d'assurer son développement incombe au premier chef aux parents ou le cas échéant, à ses représentants légaux. Ceux-ci doivent être guidés avant tout par l'intérêt supérieur de l'enfant ». (CDE, 1989) Comme nous avons pu le voir précédemment (article 3), l'intérêt supérieur de l'enfant n'est donc pas compatible avec l'usage de la force à son encontre.

**Article 24 paragraphe 3 :** Cet article presse les États parties de prendre « *toutes les mesures efficaces appropriées en vue d'abolir les pratiques traditionnelles préjudiciables à la santé des enfants* » (CDE, 1989).

**Article 28 paragraphe 2 :** Vise à protéger l'enfant contre toute forme de discipline scolaire non-compatible avec la Convention et avec la dignité de l'enfant en tant qu'être humain. En suivant le raisonnement de cet article, les châtiments corporels ou toute autre forme de violence institutionnelle devraient donc être bannis au sein de l'école.

**Article 29 paragraphe 1 a :** L'article 29 dans son paragraphe premier, souligne que les Etats parties doivent favoriser « *l'épanouissement de la personnalité de l'enfant et le développement de ses dons et de ses aptitudes mentales et physiques, dans toute la mesure de leurs potentialités* » (CDE, 1989). L'article 29 peut donc également être appliqué aux châtiments corporels et toute autre forme de violence qui va à l'encontre du développement, de la santé et de l'épanouissement de la personnalité de l'enfant.

**Article 39 :** L'article 39 de la Convention fait obligation aux États de prendre toutes les mesures appropriées pour faciliter la réadaptation physique et psychologique et la réinsertion sociale de tout enfant victime de « *toute forme de négligence, d'exploitation ou de sévices, de torture ou de toute autre forme de peine ou traitement cruel, inhumain* » (CDE, 1989). Selon le Comité des droits de l'enfant (2006): « les châtiments corporels et les autres formes de châtiments dégradants sont susceptibles de nuire gravement au développement physique, psychologique et social des enfants, au point de rendre nécessaires une prise en charge et des soins de santé ou autres. »

Un grand nombre d'articles renforcent donc le droit de l'enfant à son intégrité physique et protègent également sa dignité en tant qu'être humain mettant en avant l'incompatibilité de la Convention vis-à-vis des châtiments corporels.

### **1.3.3. Normes européennes**

Au niveau européen, le Conseil de l'Europe proscrit également les châtiments corporels tout en soulignant qu'« en vertu des instruments internationaux et régionaux des droits de l'homme, les 47 Etats membres du Conseil de l'Europe ont l'obligation impérieuse de réformer leur législation et de prendre des mesures éducatives et autres pour interdire et éliminer tous les châtiments corporels infligés aux enfants » (Conseil de l'Europe, 2007). En effet, l'Assemblée considère que : « tous les châtiments corporels infligés aux enfants violent leur droit fondamental au respect de la dignité humaine et de leur intégrité physique. Le maintien de la légalité des

châtiments corporels dans certains Etats membres est une violation du droit tout aussi fondamental des enfants à une protection devant la loi à égalité avec les adultes » (Conseil de l'Europe, 2006).

Bien que tous les Etats membres du Conseil aient aboli au niveau législatif, les coups et blessures volontaires envers les enfants, les différentes législations nationales ne mentionnent souvent pas distinctivement l'interdiction formelle d'user de tout châtiment corporel à l'encontre des enfants : « Certains conservent des exceptions particulières- « châtiment raisonnable », « correction licite »- au profit des parents, tuteurs et autres qui battent les enfants » (Conseil de l'Europe, 2006). D'autres pays, tolèrent les brutalités « disciplinaires ». Les enfants ne bénéficient donc pas du même niveau de protection que les adultes. Il s'avère donc nécessaire de mettre en place une législation spécifique visant à les proscrire.

L'article 3 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales, adoptée par les Etats membres du Conseil de l'Europe en 1950, protège les individus contre tout acte de violence ou de maltraitance qui leur serait infligé, en statuant que « nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants (Conseil de l'Europe, 2010). Les enfants sont donc protégés par cette disposition lorsqu'il s'agit d'une atteinte à leur intégrité physique. Les Etats doivent prendre en conséquence toutes les mesures nécessaires pour prévenir ou éliminer une telle atteinte à la dignité de l'enfant et cela, dans tous les contextes.

De plus, une protection supplémentaire a été ajoutée dans la version révisée de la Charte sociale européenne (1996) qui établit désormais qu' : « En vue d'assurer aux enfants et aux adolescents l'exercice effectif du droit de grandir dans un milieu favorable à l'épanouissement de leur personnalité et au développement de leurs aptitudes physiques et mentales, les Parties s'engagent à prendre, soit directement, soit en coopération avec les organisations publiques ou privées, toutes les mesures nécessaires et appropriées tendant: (entre autres) à protéger les enfants et les adolescents contre la négligence, la violence ou l'exploitation ». Le Comité européen des droits sociaux déclare que « l'article 17 exige une interdiction en droit de toute forme de violence à l'encontre des enfants, que ce soit à l'école ou dans d'autres institutions, à leur foyer ou ailleurs. Il considère en outre que toute forme de

châtiment ou traitement dégradant infligé à des enfants doit être interdit en droit et que cette interdiction doit être assortie de sanctions pénales ou civiles adéquates » (Comité européen des droits sociaux, 2004).

Par ailleurs, dès 1985, plusieurs Recommandations visant l'interdiction des châtiments corporels furent édictées par le Comité des ministres du Conseil de l'Europe, imposant dès lors, leur prohibition, en tant que priorité sur l'agenda européen. Nous pouvons citer par exemple, la Recommandation 561 de 1969 relative à la protection des mineurs contre les mauvais traitements, la Recommandation N°R(85)4 de 1990 sur la violence au sein de la famille, la Recommandation N°R(93)2 de 1993 sur les « les aspects médicaux-sociaux des mauvais traitements infligés aux enfants, la Recommandation 1778 de 2007 « Enfants victimes : éradiquons toutes les formes de violence, d'exploitation et d'abus » ou encore la Recommandation 1666 de 2004 visant à interdire les châtiments corporels des enfants en Europe. Dans cette recommandation, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a considéré que : *« tous les châtiments corporels infligés aux enfants violent leur droit fondamental au respect de leur dignité humaine et de leur intégrité physique. Le maintien de la légalité des châtiments corporels dans certains États membres est une violation du droit tout aussi fondamental des enfants à une protection devant la loi à égalité avec les adultes. Il faut casser l'acceptation sociale et juridique du châtiment corporel des enfants »* (Conseil de l'Europe, 2008).

Suite à cette dernière Recommandation, une campagne visant à sensibiliser la population sur le sujet fut mise en place en 2004, par le Comité des Ministres, dans le but ultime de protéger les enfants en éliminant toute forme de violence infligée à leur insu. D'autres engagements furent également pris par les chefs d'Etat et de gouvernement du Conseil de l'Europe. C'est le cas notamment du programme « Construire une Europe pour et avec les enfants » (2005), du dossier thématique « Le droit à l'intégrité physique est aussi un droit de l'enfant » (2006), ou encore du discours prononcé par le Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe (2006) sur la nécessité pour les Etats membres d'adopter une loi au niveau national prohibant les châtiments corporels dans tous les contextes (Conseil de l'Europe, 2007).

Enfin, plusieurs arrêts de la Cour européenne des Droits de l'Homme ont également condamné les châtiments corporels au niveau pénal, scolaire et familial et des requêtes portées à la Cour européenne des droits de l'homme, qui dénonçaient la loi interdisant les châtiments corporels, furent déclarées irrecevables par celle-ci (Conseil de l'Europe, 2007). C'est le cas notamment de la requête de 1982 portée à la Cour européenne par des parents suédois qui contestaient la loi de 1979 prohibant les châtiments corporels, qui selon eux ne respectait pas leur droit au respect de la vie familiale et qui allait à l'encontre de leur liberté de religion. La Cour arriva cependant à la conclusion que l'objectif de cette loi était avant tout d'encourager les parents à adopter une attitude positive et non-violente envers les enfants, de décourager les abus et de prévenir tout excès de violence à l'encontre des enfants (European Commission of Human Rights, 1982).

#### **1.3.4. La législation suédoise**

En 1979, le Parlement suédois vota de manière quasi-unanime (259 votes pour et 6 contre) en faveur de la réforme légale contre les châtiments corporels. La loi énonce désormais ce qui suit dans le Code Parental au chapitre 6, Garde et Accès, section 1:

*« Les enfants ont droit aux soins, à la sécurité et à une bonne éducation. Les enfants doivent être traités dans le respect de leur personne et de leur individualité et ne sauraient être soumis à des châtiments corporels ou tout autre traitement humiliant »* (Conseil de l'Europe, 2007).

Cette loi fut mise en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1979, son but étant principalement d'informer et d'éduquer les parents et non de les réprimander mais aussi de permettre à l'enfant d'obtenir le droit à une égale protection devant la loi. Elle a donc un rôle éducatif, préventif et dissuasif avant d'être porteuse de sanctions:

*« Should physical chastisement meted out to a child cause bodily injury or pain which is more than of very temporary duration it is classified as assault and is an offence punishable under the Criminal Code . . . although as before trivial offences*



will remain unpunished, either because they cannot be classified as assault or because an action is not brought » (Ministry of Justice, 1979).

Une telle loi promeut donc la dignité de l'enfant en incitant les parents à adopter des méthodes disciplinaires non-violentes à l'égard de leur(s) enfant(s).

Bien que la loi de 1979 n'engendre pas de sanction en tant que telle, le code pénal suédois au chapitre 3 section 5 engendre quant à lui une peine d'emprisonnement pour toute personne ayant commis un préjudice corporel, communiqué une maladie, exercé une douleur ou rendu impuissant tout autre individu. Si le préjudice est mineur, le coupable sera passible d'une peine de 6 mois à 2 ans. La sentence sera néanmoins plus importante pour toute voie de fait majeure : de 1 à 10 ans d'emprisonnement. Tout individu vivant en Suède ne peut donc pas légitimement clamer que la force est un moyen d'éducation acceptable ou en user car la violence à l'égard d'autrui est passible de sanctions (Modig, 2009, p.14-28).

Selon les statistiques émises par le rapport Children and Assault- A Report on Physical Punishment and Other Abuse in Sweden in the Late 1990s (Committee on Child Abuse, 2001, p.18), la tolérance envers les abus aurait nettement diminué au fil des années. Ce rapport constate que les dénonciations d'actes de violence à l'encontre des enfants, rapportées à la police, aurait augmenté depuis le début des années 1980 et de manière encore plus significative (de 190 pour cent) entre 1990 et 1999. Alors qu'autrefois, la violence faisait partie du secret familial, aujourd'hui, grâce entre autres à la loi de 1979 qui prohibe les châtiments corporels infligés aux enfants, les chances qu'elle soit dénoncée et condamnée auprès des autorités est beaucoup plus importante car la société suédoise est devenue beaucoup moins tolérante face à celle-ci. Il demeure toutefois très difficile d'obtenir suffisamment de preuves pour condamner un crime qui a été commis entre les quatre murs d'une maison, quand il n'y a pas d'autres témoins que l'enfant et l'auteur du délit. Les services sociaux auront donc pour mission d'investiguer toute allégation de maltraitance faite à l'encontre des enfants, d'évaluer les besoins de la famille et de prendre des mesures de soutien ou de prévention en conséquence (Modig, 2009, p.18-28).

Notons par ailleurs que la législation suédoise, au chapitre 14, section 1, du Social Services Act, oblige les professionnels en contact avec des enfants, à rapporter auprès des services sociaux, tout soupçon d'abus infligé à un enfant (Durrant, 2001, p.11). Les citoyens sont également encouragés à faire de même: « Any person receiving information of a matter that can imply a need for the social welfare committee to intervene for the protection of a child should notify the committee accordingly" (Ministry of Health and Social Affairs, 2001). Les rapports effectués auprès de la police seront enregistrés dans les statistiques officielles, même si les actes sont mineurs (Durrant, 2001, p.11).

#### **1.4. Cadre théorique: définition des concepts**

Les différentes théories que nous expliciterons dans le cadre théorique seront reprises dans les parties « Analyse » et « Discussion » de ce mémoire.

##### **1.4.1. Représentations sociales**

*« Travailler sur une représentation, c'est : « observer comment cet ensemble de valeurs, de normes sociales, et de modèles culturels, est pensé et vécu par des individus de notre société ; étudier comment s'élabore, se structure logiquement, et psychologiquement, l'image de ces objets sociaux » (Herzlich, 1969, p.13-14).*

##### **1.4.1.1. Représentations individuelles vs. Représentations collectives**

Située à l'interface de la psychologie (fonctionnement cognitif et psychique de la représentation) et de la sociologie (fonctionnement du système social- produit culturel), la théorie des représentations sociales constituera un outil d'analyse pour mesurer un aspect de l'impact de loi de 1979 sur les immigrants irakiens habitant en Suède. Notons que cette théorie reposera principalement sur un devis qualitatif qui sera effectué suite aux entretiens que nous aurons réalisés.

Bien qu'il existe un grand nombre de définitions des représentations sociales, tant la variété d'approche de ce concept est variée et complexe, nous allons plus particulièrement nous pencher sur le concept de représentation sociale développé par Moscovici, Jodelet, Durkheim et Abric, auteurs emblématiques dans ce domaine. Leur théorie nous servira d'appui dans la partie analyse pour expliquer les résultats obtenus lors des entretiens.

Moscovici, (1976, p. 48) fondateur de la psychologie sociale européenne, définit la notion de représentation sociale comme « des ensembles dynamiques, des théories ou des sciences collectives destinées à l'interprétation et au façonnement du réel. Elles déterminent des champs de communications possibles, des valeurs, des idées présentes dans les visions partagées par les groupes et règlent par la suite des conduites désirables ou admises ».

La représentation est homogène et partagée par tous les membres d'un groupe comme une langue par exemple. Ainsi, « elle a pour fonction de préserver le lien entre eux, de le préparer à penser et à agir de manière uniforme » (Moscovici in Jodelet, 1989, p.80).

Pour Jodelet, les représentations sociales sont une «forme de connaissance socialement élaborée et partagée, ayant une visée pratique et concourant à la construction d'une réalité commune à un ensemble social » (Jodelet, 1989, p.36-37). Comme pour Moscovici, il y a donc une dimension collective à la représentation sociale qui est modelée par la réalité extérieure.

Jodelet souligne qu'«en tant que phénomènes cognitifs, ils engagent l'appartenance sociale des individus avec les implications affectives et normatives, avec les intériorisations d'expériences, de pratiques, de modèles de conduites et de pensée, socialement inculqués ou transmis par la communication sociale, qui y sont liés. De ce fait leur étude constitue une contribution décisive à l'approche de la vie mentale individuelle et collective » (Jodelet, 1989, p.53).

De ce point de vue, les représentations sociales sont abordées à la fois comme « le produit et le processus d'une activité d'appropriation de la réalité extérieure à la pensée et d'élaboration psychologique et sociale de cette réalité ». (Jodelet, 1989,

p.54) On ne peut donc pas séparer les processus internes et externes qui sont en interaction pour construire une représentation sociale d'un objet.

Abric explicite l'influence extérieure sur le sujet: « La représentation est donc un ensemble organisé d'opinions, d'attitudes, de croyances et d'informations se référant à un objet ou une situation. Elle est déterminée à la fois par le sujet lui-même (son histoire, son vécu), par le système social et idéologique dans lequel il est inséré et par la nature des liens que le sujet entretient avec ce système social » (Abric, 1989, p.206).

Sperber s'accorde aussi avec la notion de représentation individuelle façonnée par la collectivité « chaque membre du groupe a dans son cerveau des milliers de représentations mentales, les unes éphémères, les autres conservées dans la mémoire à long terme et constituant le « savoir » de l'individu » (D. Sperber, 2003, p.134).

Il évoque plus particulièrement le concept de représentations culturelles dans la mesure où elles : « *sont largement distribuées dans un groupe social et l'habitent de façon durable* » (Sperber, 2003, p.145).

*Chaque culture établit sa propre représentation de l'environnement dans lequel elle évolue : « Les représentations culturelles sont ainsi un sous ensemble aux contours flous de l'ensemble des représentations mentales et publiques qui habitent un groupe social »* (Sperber, 2003, p.134).

Afin de maintenir la cohésion du groupe, chaque membre du groupe sélectionnera les informations selon son appartenance culturelle et le contexte dans lequel il se situe, en rejetant tout ce qui pourrait être en conflit avec une représentation culturelle partagée par le groupe.

Durkheim quant à lui, fut le premier à distinguer les représentations collectives qui seraient partagées par tous les membres du groupe et qui peineraient donc à être changées, des représentations individuelles (conscience de chacun) qui se transformeraient quant à elles beaucoup plus rapidement : « *Les représentations collectives sont plus stables que les représentations individuelles car tandis que l'individu est sensible même à de faibles changements qui se produisent dans son milieu interne ou externe, seuls des événements d'une suffisante gravité réussissent à affecter l'assiette mentale de la société* » (Durkheim, 1968, p.609).

Les différentes définitions appréhendées ci-dessus nous permettent d'affirmer que les représentations se situent à plusieurs niveaux. Ce sont d'abord des représentations individuelles car elles sont produites et modelées par l'individu (processus cognitif), sociales (ou collectives selon Durkheim), étant donné qu'elles sont communes à un groupe; et enfin culturelles dans la mesure où elles sont « largement et durablement distribuées » dans le groupe (Sperber, 2003, p.145).

#### **1.4.1.2. La formation du noyau figuratif**

Abric (1987, p.64) rejoint les auteurs que nous avons étudiés ci-dessus dans la mesure où il définit la représentation comme *« le produit et le processus d'une activité mentale par rapport à laquelle un individu ou un groupe reconstitue le réel auquel il est confronté et lui attribue une signification spécifique »*.

Il se distingue cependant en appréhendant une autre approche des représentations sociales. Selon lui, les représentations peuvent évoluer avec le temps selon le contexte dans lequel l'individu se trouve. Elles sont donc malléables. Pour expliquer cela, il adopte une approche structurale des représentations sociales en élaborant la notion de « noyau central » et de « schèmes périphériques ». Toute représentation sociale s'organise autour d'un noyau central qui « donne à la représentation sa signification ». Celui-ci « constitue le niveau le plus stable de la structure de la représentation face aux changements de la société. Il constitue en effet « la base fondamentale de la représentation, (et) il va exprimer le système de valeurs et les conditions socio-historiques d'existence du collectif ; il est ainsi marqué par le système de norme de l'environnement auquel il se réfère » (Roussiau et Valence, 2005).

Selon Abric (1989, p.197), le noyau central assure deux fonctions essentielles :

- « Une fonction génératrice : il est l'élément par lequel se crée, ou se transforme, la signification des autres éléments constitutifs de la représentation. Il est ce par quoi ces éléments prennent un sens, une valeur ;

- Une fonction organisatrice : c'est le noyau central qui détermine la nature des liens qui unissent entre eux les éléments de la représentation. Il est en ce sens l'élément unificateur et stabilisateur de la représentation. »

Néanmoins, la garantie de cette stabilité n'est assurée que parce qu'il existe le système des éléments périphériques qui sont une sorte de protection du noyau central. Les éléments périphériques constituent la part la plus variable de la représentation, la plus contingente parce que plus proche de la réalité extérieure et plus soumise aux situations (Abric, 1994, p.21-23). Les schèmes périphériques auraient donc la fonction d'aider à l'adaptation dans le cas de changements de comportements.

Les représentations sociales vont donc déterminer le comportement du groupe face à un concept qui sera intériorisé et partagé entre eux, constituant le noyau central. Afin de modifier la représentation commune de ce concept, ce seront d'abord les schèmes périphériques qui seront exposés au nouveau concept, avant que celui-ci n'atteigne le noyau central. Bien que ces deux systèmes aient un rôle bien distinct, ils sont tout de même reliés entre eux.

Selon Flament : « la périphérie de la représentation sert de zone tampon entre une réalité qui la met en cause, et un noyau central qui ne doit pas changer facilement. Les désaccords de la réalité sont absorbés par les schèmes périphériques, qui, ainsi, assurent la stabilité (relative) de la représentation » (Flament, 1986, p.230).

Lorsque la représentation sociale est menacée, le noyau central se transforme en schème étrange défini par 4 composantes (Flament, 1987, p.143-150):

- 1.) Le rappel du normal.
- 2.) La désignation de l'élément étranger.
- 3.) L'affirmation d'une contradiction entre ces deux termes.
- 4.) La proposition d'une rationalisation permettant de supporter (pour un temps) la contradiction.

Abric distingue par ailleurs trois types de transformation des représentations sociales lorsque la situation est perçue comme étant irréversible : la transformation brutale, la transformation résistante et la transformation progressive (Abric, 1994, p.236) :

Dans la transformation résistante, les schèmes périphériques protègent le noyau pour permettre de supporter la contradiction. Fraysse cite Flament (1986, p.141) « Ces schèmes étranges sont composés de la manière suivante: le rappel du normal ; la désignation de l'élément étranger ; l'affirmation d'une contradiction entre les deux termes ; la proposition d'une rationalisation permettant de supporter la contradiction. La deuxième, soit la transformation progressive, se fait par une multiplication des schèmes étranges qui, à terme, vont modifier le noyau central sans rupture. La troisième, la transformation brutale, survient lorsque les pratiques nouvelles mettent en cause la signification centrale de la représentation et créent une incohérence insupportable. Dans ce cas, le noyau se fracture, ses éléments se dispersent et se retrouvent intégrés à autant de représentations nouvelles » (Fraysse, 2000, p. 656).

De nombreux autres auteurs ont complété les recherches d'Abric. C'est notamment les cas de Guimelli et Rouquette ou encore de Moliner qui ont largement contribué à étoffer la théorie du noyau.

#### **1.4.1.3. Impact de la législation sur les représentations sociales**

Parmi les recherches qui ont permis de faire avancer la réflexion psycho-sociale entre la mise en place d'une nouvelle législation et la transformation des représentations et pratiques, nous retrouvons les travaux de Neculau.

Neculau s'est tout particulièrement penché sur deux phases de l'histoire qui ont abouti à une transformation des représentations sociales et des pratiques de la société. Il cite, d'une part, la transformation suite à la mise en place du régime communiste stalinien et, d'autre part, la transformation qui a abouti après son renversement en 1989. Ces changements ont contraint la société à modifier ses pratiques et ont à terme modifié ses représentations sociales. Les représentations et pratiques seraient donc selon lui directement influencées par le contexte dans lequel l'individu évolue et notamment par la mise en place de nouvelles normes.

D'autres auteurs affirment également que des changements législatifs affecteraient les mentalités et pratiques des individus. C'est le cas notamment de Rouquette qui

cite l'exemple de la lutte contre le tabagisme et de l'alcoolisme en France. Les résultats ont démontré une évolution conséquente dans les normes et les conduites des individus suite à la mise en place d'interventions législatives (Rouquette, 2009, p.247).

Ziegert (1983, p.917-926) rappelle que la mise en place d'une loi condamnant les châtiments corporels, peut être le premier pilier vers un changement des attitudes et des pratiques vis-à-vis de l'enfant.

Enfin, d'autres auteurs tels que Lenton (1990), McGillivray (1992), Moore & Strauss (1987), Verdugo, Bermejo & Fuertes (1995) ont démontré à travers des recherches empiriques que la réforme législative pourrait jouer un rôle significatif dans le changement des attitudes et des valeurs publiques. A travers sa fonction symbolique, la loi façonne et confirme les valeurs publiques, contribuant donc au changement des manières de discipliner l'enfant (Durrant, 2000, p.9-10).

Ces affirmations portent donc à croire que la législation aurait un impact sur les mentalités et encore plus particulièrement si nous prenons l'exemple de la Suède qui semble confirmer cette théorie. Les mentalités et pratiques des Suédois auraient évolué au fil du temps. En effet, selon les recherches menées par J. Durrant, alors qu'en 1965, 53% des Suédois soutenaient l'usage des châtiments corporels, aujourd'hui, seulement 11% l'approuvent (Durrant, 2000, p.6). Alors que lorsque la loi a été mise en place, beaucoup craignaient les poursuites judiciaires, aujourd'hui il semblerait que ce soient les représentations en tant que telles qui aient changé.

L'étude citée ci-dessus cible cependant **uniquement** la population suédoise. Nous chercherons alors à comprendre à travers les entretiens que nous avons réalisés, si les représentations sociales et pratiques ont été modifiées suite à la mise en place de la loi contre les châtiments corporels. Cette question doit donc être posée à deux niveaux. Nous chercherons premièrement à obtenir la représentation actuelle des châtiments corporels ainsi que les pratiques employées pour ensuite élucider si la loi a été un facteur de transformation de ces deux composantes.



### **1.4.2. Styles parentaux**

Avant de pouvoir évoquer l'impact de la loi sur les relations parents-enfants, il est important de prendre connaissance des différents styles parentaux. En effet, le style parental détermine la relation d'autorité d'un parent envers son enfant. Un changement à ce niveau affecterait donc la dynamique de la relation et par la même occasion le développement de l'enfant. Notons que les styles parentaux de Baumrind décrivent des variations « normales » de parentalité. Ils ne prennent donc pas en compte les relations abusives ou négligentes.

Le parent joue un rôle crucial tout au long du développement de l'enfant. Il doit donc arriver à trouver un équilibre entre les exigences et le soutien apporté à l'enfant afin d'éviter toute répercussion durable et néfaste sur ce dernier (Bornstein, 2007). C'est le style parental qui déterminera l'équilibre en question dans la relation entre le parent et l'enfant. Bien que plusieurs auteurs se soient penchés sur les différents styles de parentalité, nous nous focaliserons plus particulièrement sur les recherches menées par Baumrind, pionnière en la matière, et de Macobby & Martin qui ont apporté un complément aux recherches effectuées initialement. Notons que les quatre styles parentaux qui ont été développés à partir des années 1960 sont encore d'actualité.

Suite à de nombreuses recherches et observations effectuées auprès d'enfant(s) et de leurs familles, Baumrind a élaboré un système de classification comportant trois groupes : le style parental autoritaire, démocratique et permissif. (Baumrind, 1966 & 2005). Les trois styles parentaux qui sont ressortis des différentes études réalisées, ont des conséquences diverses sur le développement cognitif et les compétences sociales de l'enfant (Dornbusch, Ritter, Leiderman, Roberts, et Fraleigh, 1987, 1244-1257).

#### **1.4.2.1. Le style parental « autoritaire »**

Les parents qui adoptent un style parental autoritaire ont tendance à être stricts et à vouloir modeler et contrôler leur(s) enfant(s) suivant des critères bien définis. Ils attendent souvent un certain degré de maturité de la part de leur(s) enfant(s) en raison de leur intolérance vis-à-vis de comportements déplacés. L'enfant doit alors répondre aux exigences, aux attentes et aux ordres des parents (Bee et Boyd, 2003, p.139).

Selon Baumrind, bien que les parents adoptant le style parental autoritaire soient plus susceptibles d'utiliser les châtiments corporels en tant que moyen éducatif, les parents au style parental démocratique peuvent également être amenés à les employer. Les châtiments corporels auront cependant un impact plus négatif sur l'enfant ayant été élevé dans le style parental autoritaire (châtiments corporels combinés à une attitude hostile) que dans le style parental démocratique: « When parents are loving and firm and communicate well with the child, the children are exceptionally competent and well adjusted, whether or not their parents spanked them as preschoolers" (Friedman et Schonberg, 1996, p.853).

#### **1.4.2.2. Le style parental « permissif »**

Baumrind opposa le style parental autoritaire au style permissif. Ce dernier suggère une éducation qui met une certaine emphase sur l'autonomie de l'enfant. Les parents exercent beaucoup moins de contrôle et évitent toute punition à l'égard leur(s) enfant(s). Ils tolèrent également souvent les mauvaises-conduites et cèdent aux désirs, actions et impulsions de leur(s) enfant(s). Ces enfants sont souvent moins orientés vers la réussite mais aussi moins compétents au niveau cognitif que les enfants ayant été élevés dans un style d'éducation autoritaire (Bee et Boyd, 2003, p.138).

#### **1.4.2.3. Le style parental « démocratique »**

Entre les deux styles évoqués ci-dessus se trouve le style d'éducation démocratique. Les parents qui adoptent ce style d'éducation reconnaissent tout autant les droits de leurs enfants que les leurs. Ils guident leurs enfants de manière rationnelle et orientée à travers leurs activités et attendent de leurs enfants un certain degré de maturité dans les échanges verbaux. Ils les encouragent également à être indépendants ainsi qu'à respecter les normes. Les parents démocratiques subviennent aux besoins de leurs enfants en leur montrant beaucoup d'amour et leur fournissent un environnement stimulant afin de développer leurs capacités cognitives tout en maintenant un certain cadre au niveau des règles et des actions (Bee & Boyd, 2003, p.138). Notons que le style démocratique est souvent caractérisé comme étant le style idéal à adopter par les parents car il répond aux besoins affectifs de l'enfant tout en maintenant une certaine autorité.

#### **1.4.2.4. Le style parental « désengagé »**

Maccoby et Martin ont quant à eux étoffé la théorie de Baumrind en définissant le style parental en se servant de deux dimensions spécifiques, la première étant les exigences et la discipline parentales qui comprend le contrôle, la supervision et la maturité de l'enfant, et la deuxième étant le degré d'acceptation ou de rejet des parents vis-à-vis de leur progéniture, comprenant entre autres l'implication, le soutien et l'affection (Maccoby et Martin, 1983, p.1-101). L'interaction entre ces deux dimensions donne naissance à un quatrième style parental : le comportement désengagé ou indifférent. Ils mettent donc l'accent sur deux types d'autorité permissive et non plus qu'un seul. Tandis que les parents de type permissif se caractérisent par des résultats faibles au niveau des exigences et du degré d'acceptation, les parents désengagés n'accordent quasiment aucune importance au comportement des enfants et sont plus préoccupés par leurs propres problèmes. Ils négligent d'autre part leurs responsabilités parentales et manquent de contrôle et de sensibilité à l'égard de leurs enfants (Maccoby et Martin, 1983, p.1-101).

#### **1.4.2.5. Impact du style parental sur le développement de l'enfant**

Les styles parentaux permettent de déterminer le bien-être des enfants dans les domaines des compétences sociales, académiques, du développement psycho-social et comportemental.

Plusieurs recherches basées sur des entretiens menés avec des parents et des enfants établissent que les enfants qui bénéficient d'un style d'éducation démocratique sont plus compétents socialement et instrumentalement que ceux qui ont bénéficié d'un style d'éducation permissif où les parents sont souvent moins impliqués (Baumrind, 1991, p.746-758). Les adolescents qui ont grandi dans des familles de type démocratique auront tendance à mieux réussir au niveau scolaire et à être moins affectés par des problèmes comportementaux. Ceux ayant été élevés dans un cadre autoritaire réussiront souvent moins bien au niveau scolaire et auront moins de compétences sociales et un indice plus élevé de dépression. Par contre, ils auront moins tendance à avoir des problèmes au niveau de leur comportement. Les enfants ayant grandi dans un foyer permissif auront quant à eux plus de chances d'avoir des problèmes au niveau comportemental et à moins bien réussir à l'école, mais ils auront généralement une plus grande confiance en eux, des aptitudes sociales plus élevées et un taux moins élevé de dépression (Darling & Steinberg, 1993, p.487-496).

Les différents styles parentaux déterminent donc largement les aptitudes et capacités de l'enfant au fil de son développement. Il y a néanmoins quelques variations qui peuvent être observées selon le genre, l'ethnicité et la classe sociale des familles. Bien que le style démocratique ait un impact positif sur le développement psycho-social et le comportement de tous les enfants dans les groupes ethniques étudiés (européen, africain, asiatique et hispanique) plusieurs recherches empiriques montrent que le style parental autoritaire n'a pas forcément un impact négatif sur le développement de l'enfant, selon les circonstances, situations (enfants provenant d'un milieu modeste ou enfants issus de la classe moyenne) et origine ethnique (Hoffman et Saltztein, 1967, p.45-57). Alors que pour l'ensemble de la population le style parental autoritaire (incluant l'usage de châtiments corporels) avait des effets négatifs sur la réussite scolaire de l'enfant, cela n'était pas le cas pour les enfants hispaniques de sexe masculin ainsi que pour les enfants asiatiques. Baumrind (1972, p.261-267) releva également que le type de famille « autoritaire » aurait un impact positif sur le développement des jeunes filles

afro-américaines qui seraient plus indépendantes et qui feraient preuve de plus d'assurance en ayant été élevées de cette façon.

Etant donné que nous ne pouvons pas affirmer quel style parental serait le plus adéquat pour les enfants irakiens ayant immigré en Suède, car ni le temps ni les moyens nous permettent d'effectuer une étude plus approfondie sur le sujet, nous ne nous pencherons pas sur l'impact d'un ou de l'autre style parental sur le développement de l'enfant irakien habitant en Suède, mais plutôt sur la répercussion que la loi aurait pu avoir sur le style parental et à terme sur la relation d'autorité des parents envers leur(s) enfant(s).

#### **1.4.2.6. Impact de la réforme législative sur le style parental**

Plusieurs auteurs (Lenton, 1990, p.157-185; McGillivray, 1992, p. 213-236; Verdugo, Bermejo, et Fuertes, 1995, p.205-215) soulignent d'autre part que la réforme législative pourrait avoir un impact sur l'attitude et le comportement des parents dans l'éducation de leurs enfants. A travers sa fonction symbolique, la loi modèle et confirme les valeurs des individus, qui à leur tour auront un impact sur les manières de discipliner l'enfant.

En sachant que les parents autoritaires auront plus tendance à user de châtiments corporels comme moyen disciplinaire pour punir leur(s) enfant(s), nous pouvons imaginer qu'une telle loi pourrait les amener à modifier leur style parental afin d'être en cohésion avec les pratiques tolérées dans la société dans laquelle ils vivent.

Deux études qualitatives prouvent que cela aurait été le cas en Suède (Haeuser, 1988, 1990). Alors que la plupart des parents optaient plutôt pour un style autoritaire avant la réforme législative de 1979, celle-ci aurait incité les parents à modifier leur style parental. Un grand nombre de parents suédois auraient d'abord adopté un style permissif avant d'adopter un style démocratique, afin de ne pas avoir à faire face aux répercussions de la loi mise en place : « An interesting change in Swedish childrearing has occurred since passage of the 1979 law. With the maturing of social democracy by the 1940's and 1950's, child guidance experts began proclaiming the values of permissive parenting. Swedish society, no longer dependent on

authoritarian values, wanted children to learn to be creative and selfdirected at an early age » (Haeuser, 1981, 1988). Ou encore : « There is evidence from two qualitative studies that although Swedish parents tended to be rather permissive in the early 80's, this has changed and they are now generally quite skilled in using democratic childrearing methods » (Haeuser, 1981, 1988).

La loi de 1979 bannissant les châtements corporels, aurait-elle également eu des répercussions sur le style familial de familles immigrantes irakiennes? Cette loi aurait-elle conduit à une altération des relations d'autorité entre parents et enfants ?

Afin de pouvoir y répondre, nous chercherons tout d'abord à savoir dans quel style parental les parents interrogés se situent à l'heure actuelle. Pour ce faire, nous nous baserons sur un questionnaire préétabli (Questionnaire sur les styles parentaux). Ensuite, afin de connaître l'impact de la loi sur le style parental et afin de déterminer si la loi a eu des répercussions sur les relations parents-enfants nous nous baserons sur une série de questions complémentaires élaborées dans le guide d'entretien.

## **2. Méthodologie**

### **2.1. Impressions du terrain**

Le choix de ce sujet fut un défi à relever car il sortait des sentiers battus. Nous étions d'une part très enthousiastes à l'idée de pouvoir nous immiscer dans un contexte qui ne nous était pas du tout familier, mais nous appréhendions par ailleurs le fait de ne pas pouvoir obtenir des réponses concrètes à nos interrogations, parce que les châtiments corporels sont interdits en Suède et qu'ils étaient donc sûrement devenus un sujet tabou à aborder. Au fur et à mesure des entretiens, cette crainte s'est cependant estompée et nous nous sommes très vite rendu compte que les langues se déliaient et qu'une certaine confiance s'instaurait. Grâce aux premiers entretiens réalisés, facilités eux-mêmes par une personne de notre cercle de connaissances à Montréal, nous avons eu la chance d'établir des contacts successifs avec d'autres Irakiens vivant sur place. Nous considérons cela comme un atout qui a été pleinement bénéfique à notre travail de terrain. Une étudiante irakienne rencontrée par le même biais, nous a notamment servie d'interprète lors de notre séjour en Suède et a grandement contribué à la réussite de ce travail de terrain.

Tel que le précisent Beaud et Weber « l'inconnu » m'a permis de voir d'un œil neuf des phénomènes que j'aurais sûrement négligés si le milieu m'avait été familier « les univers dont vous êtes trop proche vous seront plus difficiles à enquêter, parce que, sans recul, en ayant tout de suite l'impression de comprendre, mais en fin de compte, en comprenant toujours à moitié, vous avez de fortes chances d'être sujet à l'illusion d'une compréhension immédiate » (Beaud et Weber, 2003, p.49).

### **2.2. Précisions méthodologiques**

Le but des entretiens ne sera pas d'établir une réalité propre à tous les Irakiens vivant en Suède mais plutôt d'établir des faits propres aux personnes qui ont été interrogées dans le cadre de ce mémoire. Comme le soulignent Beaud et Weber dans l'œuvre intitulée *Guide de l'Enquête de Terrain*, « l'enquête est nécessairement limitée,

étroitement circonscrite, locale, spécifique, et n'a pas de vocation à fournir des résultats généraux » (Beaud et Weber, 2003, p.27). Cela relève donc d'une analyse exploratoire.

### **2.3. Types d'entretiens**

Afin de récolter les données pour notre recherche, nous procéderons à des entretiens qualitatifs semi-directifs. Cette méthode d'entretien est très utilisée en sciences humaines et sociales. Elle a été choisie car elle permet aux individus interrogés de pouvoir approfondir leur pensée et d'étayer leurs propos en leur laissant la possibilité de s'exprimer au-delà du guide d'entretien qui a été réalisé antérieurement. L'entretien aura donc l'allure d'une conversation. Dans ce mode d'entretien, « le chercheur amène le répondant à communiquer des informations nombreuses, détaillées et de qualité sur les sujets liés à la recherche, en l'influençant très peu, et donc avec des garanties d'absence de biais qui vont dans le sens d'une bonne scientificité » (Romelaer, 2005, p.102). Il s'avère cependant tout à fait fondamental d'avoir un guide d'entretien car même s'il n'est pas respecté à la lettre, il permet de ne pas trop s'éloigner du sujet traité et d'orienter l'entretien. Par ailleurs, les questions ne seront pas forcément posées dans un ordre pré-établi mais selon le fil de la discussion. Ainsi, comme le mentionnent Quivy et Van Campenhoudt, le chercheur « s'efforcera simplement de recentrer l'entretien sur les objectifs chaque fois qu'il s'en écarte et de poser les questions auxquelles l'interviewé ne vient pas par lui-même, au moment le plus approprié et de manière aussi naturelle que possible » (Quivy et Van Campenhoudt, 1995, p.195).

### **2.4. Population**

#### **2.4.1. Choix des participants à l'enquête de terrain**

Afin de mener cette recherche, les entretiens se sont focalisés sur des familles immigrantes irakiennes, sans distinction du type de famille (ex : traditionnelle, monoparentale, recomposée, etc.), du nombre d'enfants par famille ou de la classe



sociale. Nous nous focaliserons plus particulièrement sur les enfants et jeunes immigrants de première génération et sur leurs mères. Par « enfants et jeunes de première génération », nous entendons tout enfant ou jeune ayant soit immigré à un jeune âge en Suède (entre 0 et 9 ans), soit tout enfant ou jeune d'origine irakienne né en Suède de parents immigrants. L'échantillon est composé de 8 mères ayant immigré après la mise en place de la loi de 1979, et de 7 jeunes (entre 15 et 20 ans). Chacun a été interrogé en suivant les grandes lignes du guide d'entretien réalisé au préalable. Les mères interrogées ont par ailleurs également répondu oralement à un questionnaire pré-établi sur les styles parentaux. Exclusivement des mères d'origine irakiennes ont été interrogées car parmi les familles qui ont été contactées, elles seules ont désiré contribuer à cette recherche. Les pères irakiens quant à eux ne se sont pas manifestés ou n'ont pas démontré d'intérêt pour participer à cette recherche. Ainsi, cela nous défendra de généraliser les points de vue et pratiques éducatives au niveau des genres. Dans une autre recherche, il serait tout de même intéressant d'étudier les avis des deux sexes concernant leurs expériences respectives vis-à-vis de la loi de 1979.

#### 2.4.2. Echantillon sélectionné pour la recherche

Afin d'y voir plus clair, nous avons élaboré un tableau détaillant le sexe, l'âge, l'arrivée en Suède, ainsi que les liens familiaux des personnes interrogées :

**Tableau : Echantillon de mères et d'enfants d'origine irakienne ayant été sélectionnés pour la recherche**

	Parent	Age	Lien familial avec le jeune	Jeune	Age	Arrivée en Suède
<b>Situation 1</b>	x	x	x	Masculin	17	2002
<b>Situation 2</b>	x	x	x	Féminin	17	1997
<b>Situation 3</b>	x	x	x	Féminin	18	Parents arrivés au début des années 1990
<b>Situation 4</b>	Mère	45	Mère du jeune	Féminin	20	1996
<b>Situation 5</b>	x	x	x	Féminin	17	2000
<b>Situation 6</b>	Mère	50	Mère du jeune	Féminin	15	2002
<b>Situation 7</b>	x	x	x	Masculin	17	2001
<b>Situation 8</b>	Mère	30	x	x	x	1992
<b>Situation 9</b>	Mère	32	x	x	x	1984
<b>Situation 10</b>	Mère	35	x	x	x	2006
<b>Situation 11</b>	Mère	25	x	x	x	2003
<b>Situation 12</b>	Mère	36	x	x	x	1986
<b>Situation 13</b>	Mère	40	x	x	x	2008

Nous avons choisi d'interroger des jeunes de 15 à 20 ans plutôt que des enfants plus jeunes car ils possèdent un certain recul vis-à-vis de l'impact de la loi contre les châtiments corporels sur leur famille et aussi moins d'inhibition pour en parler. Selon la

théorie du développement cognitif de Piaget, l'enfant atteint une logique formelle et devient capable de raisonner de manière hypothético-déductive et de façon beaucoup plus complexe entre 12 et 15 ans, ce qui représente le stade opératoire formel (Piaget, 1977). Il s'avère donc plus pertinent pour ce mémoire, d'interroger des adolescents à partir de cet âge et non des enfants plus jeunes. Le jeune interviewé doit en effet pouvoir faire part d'un raisonnement hypothétique pour pouvoir appréhender les différentes questions qui lui seront posées lors de l'entretien.

Nous tenons par ailleurs à souligner l'importance de la participation des jeunes à l'enquête. Selon Montondon, les connaissances que nous possédons des enfants reposent souvent sur des informations lacunaires : « Même si la psychologie ou les sciences de l'éducation ont apporté et vulgarisé une multitude de théories et de savoirs empiriques précieux, entre autres sur le développement des enfants, sur les processus d'apprentissage et sur leurs interactions avec autrui, peu de travaux explorent l'expérience des enfants de leur point de vue. [...] Et même si on admet qu'ils peuvent avoir des idées intéressantes ou de bons sentiments, souvent on accorde peu de crédibilité à ce qu'ils disent. Or, ignorer le regard que portent les enfants sur la réalité sociale c'est supprimer un éclairage essentiel à la compréhension de leur expérience » (Montondon, 1997, p.10).

Interroger des jeunes sur la loi de 1979 permettrait donc non seulement de leur attribuer la parole favorisant donc leur droit à la participation sur un sujet qui les concerne selon l'article 12 de la Convention relative aux droits de l'enfant, mais aussi d'apporter des compléments à ce mémoire, pour une meilleure compréhension de leur place face à cette législation.

### **1.1. Lieux et mode de récolte des données**

Les entretiens ont été effectués dans différents lieux à Stockholm. Certains ont été réalisés dans des lieux publics tel que des cafés, restaurants, bibliothèque et centre commercial tandis que d'autres se sont déroulés chez la personne interviewée. Les personnes interviewées ont eu la possibilité de choisir le lieu où l'entretien se déroulerait afin qu'elles se sentent le plus à l'aise possible pour répondre aux questions posées. Aucun lieu ne leur a donc été imposé à aucun moment.

Par ailleurs, différents moyens ont été employés pour communiquer avec les personnes. Alors que la majorité des entretiens se sont faits en face-à-face, un jeune et une mère ont choisi d'être interrogés par Skype. Toutes les entrevues ont eu lieu au mois de décembre 2011.

C'est suite à une discussion préalable avec une personne d'origine irakienne vivant à Montréal et ayant vécu en Suède auparavant, que nous avons été présentés auprès de personnes irakiennes vivant sur place. Il nous a semblé plus judicieux de procéder ainsi plutôt que de passer par une association car comme le soulignent Beaud et Weber, « on peut même dire que, sauf si vous êtes déjà membre (même à titre précaire) de l'institution, et donc installé dans les lieux, ces enquêtes sont hérissées d'obstacles « bureaucratiques » qui peuvent les rendre irréalisables. Si elle n'est pas refusée ou interdite par l'institution, l'enquête risque d'être entièrement dirigée, guidée, par la direction de l'établissement qui cherchera à en contrôler le déroulement de bout en bout » (Beaud et Weber, 2003, p.28). Une étudiante irakienne nous a spécialement accompagnés lors de plusieurs entretiens, afin de faciliter le dialogue en traduisant les questions et les réponses données par les mères. Notons que les jeunes interrogés parlaient tous l'anglais, l'interprétation n'était donc pas nécessaire en ce qui les concerne. Les personnes interrogées ont notamment eu le choix que leurs propos soient enregistrés ou non sur dictaphone. Plusieurs d'entre elles n'ont pas souhaité qu'il soit utilisé. Les paroles de ces personnes étaient alors directement retranscrites par écrit.

## **1.2. Précautions éthiques :**

Les entretiens réalisés aussi bien avec les mères qu'avec les enfants ont été menés selon les principes éthiques développés par Hill (2005) et par Morrow (2009).

Hill (2005, p.61-68) présente 4 catégories de principes éthiques à prendre en considération lors d'entretiens. Ces principes ont été apposés à nos entretiens de la manière suivante:

### **1. Participation dans la recherche (Involvement in the research)**

Les parents et les enfants interrogés ont eu la possibilité d'étoffer leur(s) réponse(s) et d'explicitier leur(s) point(s) de vue étant donné que les entretiens étaient de type semi-directif.

L'implication des personnes interviewées pour l'enquête n'a quant-à-elle généralement pas dépassé la période d'entretien allouée à chaque personne, à l'exception de 2 personnes qui nous ont mis en contact avec d'autres Irakiens sur place.

### **2. Consentement et choix (Consent and choice)**

Chaque personne interrogée a préalablement fait part de son consentement à participer à cette recherche. L'objectif de la recherche a quant à lui été expliqué de manière claire et concise de façon à ce que tant les jeunes que les adultes comprennent réellement ce à quoi ils ont consenti. Il a par ailleurs été souligné avant l'interview qu'il était possible de ne pas répondre à certaines questions et également de se retirer de l'entretien à tout moment (Morrow, 2009, p.4-6).

### **3. Possibilité de préjudice ou d'angoisse (Possible harm or distress)**

Les châtiments corporels constituent un sujet sensible à aborder étant donné la loi qui les prohibe de manière explicite en Suède. C'est donc pour cette raison qu'il était important de préciser à chacune des personnes interrogées que le but de ma recherche n'était en aucun cas de les sanctionner ou de porter un jugement sur les réponses qu'elles me donneraient, mais plutôt de cerner leur position face aux châtiments corporels et d'appréhender l'impact que la loi a eu au sein de leur famille. Neutralité et impartialité sont de mise dans un tel contexte.

Il a également été précisé à toutes les personnes interrogées, qu'elles devaient en tout temps se sentir libre de répondre ou non à mes questions ou à mes demandes d'approfondissement, le but de cette démarche étant d'établir un climat plus détendu et plus favorable au dialogue.

Par ailleurs, les entretiens ont été menés dans divers lieux choisis par les personnes interviewées afin de réduire toute cause de stress ou de tension qui pourrait être induite par la non-familiarité avec le lieu de l'enquête.

Enfin, certains entretiens où la langue constituait une barrière, ont été menés en collaboration avec une étudiante d'origine irakienne. Cela a notablement facilité le dialogue et a indiscutablement permis aux personnes interviewées de se sentir plus à l'aise et de répondre avec plus d'authenticité et moins d'appréhension aux questions posées.

#### **4. Anonymat et confidentialité (Privacy and confidentiality)**

Afin de garantir leur droit à la sphère privée mais aussi pour éviter d'induire en eux un conflit de conscience, il ne leur a pas été demandé de révéler leur nom. Par ailleurs, avant l'entretien, il a été précisé que leurs réponses seraient traitées de manière à assurer leur anonymat, selon les principes éthiques de Morrow (2009, p.4): « They should know that their identity will be kept a secret and that the information will not be used to identify them or to describe their life in particular, but rather to explain the typical life of a child in their community ».

### **1.3. Limites**

Ce mémoire présente quelques limites que nous souhaitons mettre en avant.

Premièrement, nous ne garantissons en aucun cas une quelconque représentativité quant aux propos qui ont été recueillis lors des différents entretiens en raison de la taille réduite de l'échantillon que nous possédons. Les données ne représentent en effet qu'un échantillon réduit de la population irakienne vivant à Stockholm. L'analyse qui est présentée ici n'a donc qu'une vocation exploratoire qui peut éventuellement conduire le gouvernement suédois à effectuer une enquête plus large sur le sujet.

D'autre part, étant donné le nombre important de variables qui existent, relatives aux immigrants irakiens vivant en Suède, tel que le genre, la religion, la classe

sociale, le nombre d'années vécues en Suède ainsi que de nombreux autres facteurs individuels, notre travail ne pourra pas toutes les prendre en compte. Nous ne différencierons donc que les variables suivantes : enfants immigrants de première génération et leurs mères d'origine irakienne/ âge des enfants : de 15 à 20 ans. Nous ne pourrons donc pas généraliser les résultats à l'ensemble de la population irakienne vivant à Stockholm mais uniquement à une catégorie particulière. Il est tout à fait probable que la deuxième et la troisième génération d'immigrés aient une vision très différente de la loi et de ses répercussions.

De plus, il est aussi important de prendre en compte le fait que les réponses qui me seront attribuées lors de entretiens pourraient ne pas être complètement authentiques étant donné que les châtiments demeurent tout de même un sujet délicat à aborder, notamment en raison de la loi et des campagnes qui ont été mises en place en Suède. Les réponses pourraient donc être biaisées et ne pas refléter entièrement la réalité. Cette démarche s'est en effet avérée délicate étant donné que les châtiments corporels demeurent inhérents à la sphère privée et donc parfois aussi un sujet tabou à aborder dans un pays qui les a proscrits.

Dans la même ligne de pensée, la question de l'authenticité de l'interprétation se pose aussi. Une étudiante irakienne vivant à Stockholm m'a accompagnée lors de 4 entretiens effectués avec des mères irakiennes qui ne parlaient pas l'anglais ou qui en avaient des connaissances limitées, afin de traduire leurs propos. (N.B. Les jeunes avaient tous un niveau suffisant en anglais pour répondre aux questions qui leur ont été posées). On peut donc se demander dans quelle mesure, les réponses qui m'ont été traduites reflètent exactement ce qui a été évoqué étant donné qu'elles ont été traduites en simultané, soit au fur et à mesure que la personne parlait. La traduction simultanée peut en effet modifier sensiblement ou même omettre certains propos. Selon Gile, « L'observation sur le terrain met en évidence des pertes d'informations, occasionnelles ou fréquentes, même chez les meilleurs interprètes. On constate que les défaillances interviennent souvent dans des discours rapides, denses, lus, dans la restitution des noms propres, des termes techniques, des mots rares, des chiffres, des énumérations, quand les orateurs parlent mal la langue de départ ou ont des

accents régionaux ou nationaux prononcés » (Gile, 1985, p.46-47). Gile relève trois types de défaillances qui peuvent se produire lors de l'interprétation en simultané :

**Séquence 1 :** L'interprète a du mal à trouver une bonne formule pour exprimer une idée énoncée par l'orateur. Il se concentre donc sur la production du discours, et n'entend pas, pendant quelques secondes, la suite du discours de l'orateur, qu'il ne peut donc pas restituer.

**Séquence 2 :** Ayant attendu un certain temps avant de restituer un élément en langue d'arrivée, l'interprète est obligé de faire un effort de mémoire- l'effort d'écoute s'en trouve diminué et l'interprète n'entend pas les mots suivants de l'orateur.

**Séquence 3 :** L'interprète se concentre sur l'écoute pour comprendre un passage difficile. Pendant ce temps, il prend du retard par rapport à l'orateur, d'où un effort de mémoire et/ou un effort de production accrus par la suite, et une baisse de l'effort d'écoute qui conduit à des pertes de l'audition (Gile, 1985, p.47).

Afin de ne pas modifier davantage les propos recueillis, les citations des individus interviewés ne seront pas traduites de l'anglais au français dans ce mémoire. Elles seront insérées telles quelles dans le texte.

#### **1.4. Guide d'entretien**

Lors des entretiens, chaque individu interviewé pouvait librement choisir de répondre ou non aux questions ou de ne pas développer davantage une réponse. Les questions étaient formulées dans le seul but de mesurer l'impact de la loi sur les relations entre parents et enfants. Les questions sont donc divisées en deux grandes catégories. Il y a d'une part des questions à l'attention des enfants et d'autre part des questions formulées à l'attention des parents pour avoir une double perspective sur leur perception de la loi de 1979 et sur son impact.



## **1.5. Méthode d'analyse des réponses**

Afin d'analyser les réponses qui nous ont été données lors des entretiens, nous procédons à une démarche de type inductif. Selon Blais et Martineau, l'induction est « un type de raisonnement qui consiste à passer du spécifique vers le général; cela signifie qu'à partir de faits rapportés ou observés (expériences, événements, etc.), le chercheur aboutit à une idée par généralisation et non par vérification à partir d'un cadre théorique pré-établi » (Blais et Martineau, 2007, p.4-5). De la même manière, nous développerons une théorie généralisante à partir de cas particuliers d'individus qui ont été interviewés. Selon Becker, « Lorsque vous faites de l'induction analytique, vous élaborez et testez votre théorie cas après cas. Dès que vous avez collecté des données sur votre premier cas, vous formulez une explication qui s'y applique. Puis, lorsque vous avez des données sur votre deuxième cas, vous lui appliquez votre théorie. Si elle explique ce deuxième cas de manière satisfaisante, pas de problème, votre théorie est momentanément confirmée et vous pouvez passer au troisième cas » (Becker, 2002, p.302).

L'analyse inductive est essentielle pour ce type de recherche à caractère exploratoire, car aucune donnée sur l'impact de la loi de 1979 sur les relations parents-enfants d'individus ayant immigré en Suède après la mise en place de cette loi, n'existe. Pour réussir à répondre à notre question de recherche initiale, ce type d'analyse s'impose donc. Aussi bien les réponses des jeunes que celles des parents seront analysées sous cet angle de recherche.

## **2. Analyse**

### **2.1. A l'heure actuelle, quelles représentations les parents ayant récemment immigré en Suède et leurs enfants se font-ils des châtiments corporels et quelles pratiques les parents emploient-ils pour discipliner leur(s) enfant(s)?**

Dans cette partie, nous avons élaboré les questions à l'attention des parents et des enfants, d'une manière qui nous permettra d'appréhender un possible changement des représentations des châtiments corporels et de leur pratique suite à la mise en place d'une telle loi.

Nous avons choisi d'aborder les représentations sociales et pratiques ensemble car les deux sont reliées. En effet, Abric établit un lien dialectique entre les représentations sociales et pratiques en considérant que les unes déterminent les autres (Abric, 2003, p.217-238).

Dans la même ligne de pensée, Rouquette établit que les représentations sociales influenceraient les pratiques et, que les pratiques nouvelles qui sont établies en raison de changements extérieurs, amèneraient également à un changement au niveau des représentations sociales (Rouquette, 2000, p.17-24).

Afin de répondre à la question de recherche, nous nous pencherons donc aussi bien sur les représentations des individus interrogés que sur leurs pratiques.

## **Analyse**

Tout d'abord, nous notons que sur un total de 8 mères interrogées, 7 mères soutiennent l'utilisation des châtiments corporels qui selon elles constituent un moyen « nécessaire » de punition pour amener l'enfant à raisonner : « It makes him understand that what he did is bad » ou « Well for example... if a child hits someone

in school and you see him doing it, you try to make him understand that he shouldn't do it and you talk and talk to him and if he does it again, I think it's normal to slap him to ask him if he likes it too... and that way he will understand." Ou encore «... he probably wouldn't do it again. » Pour elles, ce moyen disciplinaire permet donc à l'enfant de comprendre son erreur dans le but qu'il ne la réitère pas.

Deux mères soulignent cependant qu'il y a aussi d'autres moyens de punir un enfant bien que ceux-ci ne soient, souvent, pas suffisants : « Talk to them, tell them over and over they shouldn't do it, take away things they like a lot but if you just do that, your child will just start blackmailing you ».

La fessée constitue un moyen de rétablir l'autorité et d'éviter que l'enfant ne prenne le contrôle pour cette mère qui va jusqu'à parler de chantage. Selon elle, un enfant qui ne reçoit pas de fessées/ de coups lorsqu'il désobéit de manière répétitive sera donc plus exposé à adopter ce type de comportement à l'égard de ses parents. Les châtiments corporels dans des situations singulières, constituent donc un moyen de le prévenir.

La deuxième adopte également un avis nuancé en avouant qu'elle opterait avant tout pour des manières alternatives de disciplines axées sur la non-violence mais que si celles-ci ne fonctionnaient pas, elle fesserait tout de même ses enfants : « ...for example they wouldn't be able to watch their favorite TV program for a while or play video games... That's terrible for my children... Or I would give them less pocket money or no pocket money at all... But if I really had to spank them, it would be exceptional and for a very good reason ».

La fessée est perçue comme un moyen ultime de punition pour ces deux mères mais, elle demeure tout de même nécessaire dans certains cas qu'elles considèrent comme étant de « très bonnes raisons » de le faire.

Une autre mère évoque son appréhension face à une discipline qui serait nettement affaiblie sans l'utilisation de la fessée comme moyen de punition : « How do you want children to respect their parents when they know that we can't punish them? You know, sometimes it's not easy to raise children... I think that a slap once in a while is not bad." Il apparaît donc que pour elle, les châtiments corporels apportent une certaine stabilité dans la relation d'autorité avec ses enfants. Sans

leur utilisation, les enfants n'éprouveraient pas ou en tout cas pas autant de respect envers leurs aînés. Les châtiments représentent alors un moyen pour elle de se faire respecter. Cela rejoint l'idée du « chantage » que nous avons évoqué ci-dessus. Pour les mères en question, les châtiments sont alors un moyen de rétablir l'ordre et d'amener les enfants à faire preuve de respect envers leurs parents.

Il ressort de ces entretiens que pour la plupart des mères interrogées, une fessée ou une tappe de temps à autre ne fait pas de mal à l'enfant et permet de susciter une réaction immédiate de sa part. Pour elles, les châtiments corporels « légers » sont donc perçus comme étant « bénins » et efficaces: « A : Well parents should not hurt the children... like not use too much violence against them. Punish yes, but not hurt. B: You mean punish physically? A: Like slap the bottom but not more » ou « I think that a slap once in a while is not something bad. That's how I was raised and how my brother and sisters were raised too...”

Notons que plusieurs mères et enfants ont souligné qu'ils avaient également été disciplinés de cette manière et qu'ils n'en avaient pas souffert mais qu'au contraire cela leur avait plutôt permis d'en tirer une leçon.

Cependant, les mères en question ont tout de même relevé qu'il y avait des limites à l'emploi, à la forme et la fréquence des châtiments corporels: « I won't hit my child very strong but I won't also stop myself from spanking him... well not anymore but when they were little. » Toutes ont avoué ne pas soutenir les formes d'abus plus sévères des parents employés contre leurs enfants. Les châtiments doivent être utilisés avec modération et contrôle de la force.

Par ailleurs, toutes soulignent dans leurs commentaires, une réelle différence dans la manière de discipliner les enfants dans le contexte familial suédois et irakien. Deux mères mettent en évidence un laxisme éducatif dans le contexte familial suédois. Trop de libertés sont accordées à l'enfant qui devient indiscipliné : « Well... ummm... I feel that children misbehave a lot here and parents don't say anything. They let their children do what they want... The other day... I think it was like a week ago, I was sitting at a coffee shop and a mom with her 3 sons was just watching them scream, and cry and run around without saying anything ... Parents are too nice to their children here...» ou encore : « Yeah, in Iraq, parents have a lot of authority over their child. The child can't do whatever he wants to do... and we respect our

parents a lot. This law could never exist in my country." Les châtiments corporels constituent un moyen pour les parents d'affirmer leur autorité face à leurs enfants. On comprend donc qu'il y a une divergence d'opinions dans la manière de discipliner l'enfant en Suède et en Irak.

Les mères interrogées avaient d'ailleurs souvent tendance à s'associer aux pratiques disciplinaires exercées dans leur pays pour justifier leurs attitudes. (Je ne suis pas toute seule à faire ça, on le fait tous !) « This law could never exist in **my** country ! » ou « Yeah, in Iraq, **parents** have a lot of authority over their child » ou encore « ... but here, in Sweden, they're trying to take away the authority **we** have on them." Selon elles, les châtiments corporels constituent une pratique admise et largement partagée. Selon Moscovici, les représentations sociales: « déterminent des champs de communications possibles, des valeurs, des idées présentes dans les visions partagées par les groupes et règlent par la suite des conduites désirables ou admises ». (1976, p. 48) Les représentations sociales des châtiments corporels par les mères qui les soutiennent sont donc confortées par l'idée qu'elles ne sont pas seules à opter pour cette mesure éducative mais que le groupe duquel elles proviennent partage aussi cette conduite.

Enfin, nous nous sommes rendu compte au fil des conversations que la plupart des mères ne comprenaient pas le but d'une telle loi qui sanctionnait les parents et accordait trop de pouvoir à l'enfant en interdisant les châtiments corporels : « I think that parents should be able to educate their child the way they want to, without feeling threatened that their child will report them... Parents usually know what's best for their child... but here, in Sweden, they're trying to take away the authority we have on them." Certaines ont relevé que ce qui se passe dans la sphère familiale est affaire privée et que nul ne devrait pouvoir s'immiscer dans le contexte familial. La loi va parfois trop loin en accordant davantage de droits aux enfants que de devoirs : "The children have too many rights... and it doesn't always work... " Ou encore "It is as if the state, the government taught the parents how to live... and that's not normal. I'd be tempted to answer: Mind your own business if the parent only spans his child sometimes. » Les mères se sentent donc souvent menacées et impuissantes face à une loi qui sanctionne des gestes qu'elles considèrent comme étant un moyen éducatif légitime.

Les 7 mères disent néanmoins ne jamais avoir modifié leurs pratiques éducatives au fil des années, que cela soit avant ou après leur arrivée en Suède, malgré la mise en place de la législation bannissant les châtiments corporels dans le contexte familial. Pour elles, ce moyen disciplinaire semble constituer un pilier de l'éducation de leur(s) enfant(s).

Quant à la mère qui ne soutient pas l'usage des punitions corporelles pour discipliner son enfant, celle-ci avoue avoir modifié sa manière de percevoir les châtiments corporels après son arrivée en Suède. Elle considère que la fessée n'est pas un moyen efficace pour faire comprendre à l'enfant qu'il a fait quelque chose de mal mais qu'au contraire cela lui montre plutôt que ses parents ont perdu le contrôle de la situation. Pour cette mère, la fessée ne devrait en outre pas être utilisée car elle enseigne à l'enfant un geste que l'on ne voudrait pas qu'il reproduise: "You don't really want to teach him something you wouldn't want him to do to you or to anyone else, right?" Elle mentionne par ailleurs la gêne qu'elle a ressentie lorsqu'elle est récemment retournée en Irak et qu'elle a vu un père de famille tirant les oreilles de son fils. Elle a trouvé choquant que cela n'ait suscité aucune réaction de la part des personnes qui voyaient la scène. Elle explique que ce genre de situation ne pourrait jamais se produire en Suède et mentionne l'histoire récente d'un politicien italien condamné à une sentence pour avoir tiré les cheveux de son fils dans un restaurant, lors d'une visite à Stockholm et soulève le problème du choc culturel. Quand on lui demande ce qui a changé sa perception vis-à-vis des châtiments corporels, elle répond que c'est principalement les nombreuses discussions qu'elle a eues avec son entourage et son mari qui est suédois et qui ne tolérerait pas que ses enfants soient éduqués de cette manière.

En ce qui concerne les jeunes qui ont été interrogés, même si tous pensent qu'il faut avant tout employer d'autres moyens disciplinaires, ils affirment tout de même ne pas être contre son emploi dans des circonstances particulières : « I think there are other ways to discipline a child but spanking is one of them if the child has done something very bad » ou "Well I think all parents lose control at some point... kids are not always easy to deal with... but I still think that you should do everything possible to not slap your child » ou encore « I think there are situations where you do something your parents don't want you to do, they just have to hit you. If you have no respect for your parents or you know you they won't do anything or if you've seen

your friends doing it and nobody said anything. And um... When you fight with your siblings, no matter what your parents say or do, you're not going to listen or to stop so at that point, the only way your parent can make you stop or react is by hitting you. It's like yelling out loud. It's the same thing. » Les jeunes semblent donc comprendre la raison pour laquelle les parents taperaient un enfant qui a désobéi, cette mesure étant indispensable pour permettre à l'enfant de réagir et de saisir la portée de son erreur.

Plusieurs jeunes associent même les châtiments corporels à une pratique culturelle: "You know, in our culture, we educate children differently. It's normal to slap a child on the wrist. It's never really more than that and slapping doesn't do any harm after all. I think the law was put into place after a number of important child abuse cases occurred in Sweden... but that's completely different from slapping your child once in a while when he doesn't listen to you..." ou "I mean I got slapped when I was a kid... when I did something bad... but in my culture, who doesn't? That's how we learn not to do it again." Le fait que les châtiments corporels soient tolérés/employés dans leur culture devient donc un argument pour justifier leur emploi. La norme culturelle attribue donc un fondement à la pratique. Cet argument a d'ailleurs été relevé précédemment, lorsque nous avons étudié les représentations sociales et pratiques des mères irakiennes qui s'associent au groupe pour définir une conduite admise.

De plus, comme il a également été constaté lors des entretiens avec les mères, il semblerait que les jeunes n'associent pas les châtiments corporels à une pratique préjudiciable dans la mesure où ils ne sont pas fréquents et "peu violents": "My parents would hit me with a stick when I did something wrong. I didn't die of it" ou "I don't think that spanking has ever killed someone... I will spank my children later if they deserve it. My mom hit me once or twice. I had misbehaved... and it taught me that I shouldn't do it again... that's how kids learn ». Selon eux, dans la mesure où ils n'ont pas de conséquences graves sur la santé de l'enfant, il n'y a pas de raison de les condamner. Certains évoquent même la possibilité de s'en servir plus tard, lorsqu'eux-mêmes auront des enfants car cela n'a pas eu sur eux des conséquences autres que celle de leur faire comprendre leur « bêtise ».

Tous avouent nonobstant avoir été fessés ou tapés pendant leur enfance et confirment que les pratiques n'ont pas évolué dans la sphère familiale. Un jeune avoue que la loi ne « sert à rien » et qu'elle n'a rien changé que ce soit dans les pratiques au sein de sa famille ou au sein de la famille de ses amis. Les parents ne portent pas attention à une telle loi qu'ils ne connaissent parfois pas, ou qui s'éloigne beaucoup trop de leurs convictions.

## **2.2. La réforme législative de 1979 a-t-elle contribué à déstabiliser les relations d'autorité entre parents et enfants ?**

Pour répondre à cette interrogation, nous avons, d'une part, choisi de nous baser sur le questionnaire de Baumrind sur les styles parentaux (placé en annexe) pour évaluer si la loi a modifié les relations d'autorité des parents vis-à-vis de leurs enfants, et, d'autre part, sur les questions du guide d'entretien que nous avons préalablement rédigées pour étoffer nos recherches sur la question. Bien que seuls les parents soient concernés par le questionnaire sur les styles parentaux, il était intéressant d'aller plus loin en posant davantage de questions spécifiques sur le sujet tant aux parents qu'aux enfants.

Avant d'effectuer l'analyse, revenons sur les différents styles parentaux élaborés par Baumrind, afin de nous remémorer les caractéristiques essentielles de chaque style parental.

### **Style parental autoritaire (Authoritarian pattern)**

Ce style parental est caractérisé par une volonté d'obéissance inconditionnelle de l'enfant à l'autorité de ses parents. Aucune explication ou justification n'est requise de leur part. Ce style parental est aussi défini par un manque d'affection dans la relation entre le parent et l'enfant (Hindberg, 2001, p.19).

**Mots clés :** Hostilité verbale, châtiments corporels, punitions, obéissance (Neal et Frick-Horbury, 2001, p.178-183).



### **Style parental démocratique (Authoritative pattern)**

Le parent exerce un certain contrôle auprès de l'enfant mais il effectue ce contrôle en amenant l'enfant à raisonner. Dans ce style parental, le parent est réceptif à la discussion et au point de vue de l'enfant. Le parent fera aussi preuve d'affection à l'égard de son enfant (Hindberg, 2001, p.19).

**Mots-clés :** Participation démocratique, écoute, affection, induction (Neal et Frick-Horbury, 2001, p.178-183).

### **Style permissif (Permissive pattern)**

Le parent exerce très peu de contrôle auprès de l'enfant en lui laissant une grande liberté d'agir. L'enfant n'est pas soumis à une obéissance inconditionnelle, mais il est plutôt amené à prendre ses propres décisions. Le parent a également souvent tendance à éviter le conflit et la confrontation dans le style permissif (Hindberg, 2001, p.19).

**Mots-clés :** Laisser-aller, tendance à ignorer la désobéissance, évitement du conflit (Neal et Frick-Horbury, 2001, p.178-183).

Notons que ce modèle est non-exhaustif et qu'il ne prend donc pas en compte la particularité de chacun des types de famille qui puissent exister. Cependant, il nous donne tout de même un aperçu général du type de famille dans lequel l'enfant évolue. Lors des entretiens, nous nous sommes uniquement focalisés sur ces 3 styles parentaux et non sur le 4ème style développé par Maccoby & Martin (1983), soit le comportement désengagé ou indifférent, car le questionnaire développé dans le but de mesurer le style parental dans les familles ne tient compte que des 3 styles parentaux de Baumrind. Les questions sur les styles parentaux ont été posées dans l'ordre mais les styles n'ont pas été divulgués afin de ne pas influencer ou biaiser les réponses des mères.

## Analyse

D'après les résultats des questionnaires, 5 mères sur 8 se situeraient dans le style « autoritaire » tandis que 3 d'entre elles se placeraient dans le style « démocratique ». La plupart des mères interviewées ne toléreraient donc pas la désobéissance et les comportements déplacés et attendraient de leur(s) enfant(s) un comportement exemplaire. Les 3 mères se situant dans le style « démocratique » seraient quant à elles plus attentives au besoin de leurs enfants mais considèrent tout de même que l'enfant a besoin de limites. Elles auraient néanmoins plus tendance à écouter et à soutenir qu'à punir l'enfant qui désobéit.

Pour la plupart d'entre elles, la frontière entre le style parental « autoritaire » et « démocratique » est néanmoins très fine. Elles obtiennent des résultats très proches dans les deux catégories lorsque nous comparons le score total.

Aucune ne se situe cependant dans le style « permissif », catégorie dans laquelle elles ont toutes obtenu un score très faible. En effet, d'après les résultats du questionnaire, les mères n'éprouveraient pas de difficulté particulière à faire preuve de discipline auprès de leur(s) enfant(s) et n'auraient pas non plus tendance à répondre aux désirs de l'enfant lorsque celui-ci se montre insistant. Toutes ont par ailleurs répondu ne jamais ignorer le mauvais comportement de leur enfant.

Nous constatons donc qu'un certain degré de discipline demeure pour toutes les mères interrogées, une caractéristique essentielle de la parentalité.

Par ailleurs, lors des entretiens, 7 mères sur 8 ont admis que la loi n'avait pas modifié leur relation d'autorité vis-à-vis de leur enfant. Toutes affirment que l'enfant a besoin d'être encadré, guidé et puni lorsqu'il désobéit. Tandis que la plupart d'entre elles prônent les châtiments corporels pour punir l'enfant, certaines préfèrent avant tout utiliser des moyens de punition alternatifs comme nous avons pu le voir précédemment dans la Partie Analyse- Représentations Sociales.

Selon la majorité des cas étudiés, la loi de 1979 n'aurait pas affecté le style parental initial. L'autorité des parents envers leurs enfants serait maintenue malgré la loi. Certains enfants confirment le fait que la loi n'ait pas eu d'impact sur la discipline à la maison : « **Do you think it may have had an impact on the way you were brought up ?** No, I don't think my parents ever really cared about the law... I was uncontrollable when I was like 12-13. I would drive them crazy... They would slap me and pulled my ears a few times... so I don't think the law really had an impact on them or anything. » ou « Yeah but no parents respect this law at home... and especially not in my culture. Maybe Swedish parents do... they probably do... I don't know ».

Une mère a cependant répondu qu'elle conçoit différemment la discipline des enfants depuis son arrivée en Suède. Alors qu'auparavant, elle soutenait une éducation axée sur l'obéissance, normalisant la fessée comme moyen de punition, aujourd'hui, il en est autrement. Elle considère que la fessée suscite une réaction immédiate de l'enfant mais lui montre aussi que son parent a perdu le contrôle de la situation. Il est donc essentiel d'adopter d'autres moyens pour lui faire comprendre la portée de son erreur. Dans le questionnaire, nous constatons que cette mère se situe dans le style parental démocratique. Dans son cas, il se pourrait que la législation parmi d'autres facteurs, ait eu un impact sur le style parental employé à la maison et à terme sur le développement de l'enfant.

Par ailleurs, les mères irakiennes ont relevé de manière récurrente, lors des entretiens, que les parents suédois faisaient preuve de laxisme à l'égard de leurs enfants en leur accordant trop de libertés. Plusieurs d'entre elles conçoivent que l'autorité peine à être maintenue par des parents trop permissifs tandis que les enfants agissent à leur gré. Les relations d'autorité entre parents et enfant se voient alors déstabilisées par un tel modèle éducatif. Plusieurs mères ont d'ailleurs comparé ce modèle au modèle d'éducation irakien où l'autorité et le respect y sont de mise: «Yeah, in Iraq, parents have a lot of authority over their child. The child can't do whatever he wants to do... and we respect our parents a lot. This law could never exist in my country. » Ou: « Well here they don't punish the kids. Children can do what they want and the parents don't say anything. » Une autre mère nous relate une expérience passée où elle a constaté un manque d'autorité de la part d'une mère vis-à-vis des ses enfants: « I feel that children misbehave a lot here and parents don't say

anything. They let their children do what they want... The other day... about a week ago, I was sitting at a coffee shop and a mom with her 3 sons was just watching them scream, and cry and run around without saying anything ... Even in schools... teachers can't punish the students... The children have too many rights..."

Plusieurs mères avouent sentir leur autorité menacée face à une loi qui accorde trop de pouvoir aux enfants, tout en fragilisant l'autorité des parents. Une mère relève: "Well... they always protect the child without paying attention to the parents...we have no rights towards our children here... the law sanctions everything you do. » Ou encore: « The other day my 10 year old son came up to his father and me and said: You don't have the right to hit me or else, I will tell my teacher... that's what they teach them..." L'Etat s'immiscerait dans les affaires privées familiales au détriment de la cohésion familiale: « ...because it is as if the state, the government taught the parents how to live... and that's not normal. I'd be tempted to say: Mind your own business if the parent only spansks his child from time to time. But if the parent hits him brutally well it's either gonna make him do it even more or not do anything at all anymore because he will be scared to be reported by his child. This law could break the ties in a family... ».

Une autre mère cite l'exemple d'une de ses amies qui a été confrontée à une situation où son enfant l'a menacée de la dénoncer aux autorités si elle le fessait, tout en levant la main sur elle: « Well it's a good thing to have a law that banishes violence against children. But... sometimes it just goes too far. For example, a friend of mine has 2 children and the little boy always hits his little sister. One day, when the mom tried to prevent him from hitting her, he raised his hand on his mom and told her that he would call the police if she slapped him. With this law, parents don't know what to do with their children when they misbehave... and this is not good. Parents should be able to have some authority on their children and not feel threatened by them. I think that children should not be given so much power."

La menace de la dénonciation est également évoquée par une autre mère qui souligne: "I think that parents should be able to educate their child the way they want to, without feeling threatened that their child will report them... Parents usually know what's best for their child... but here, in Sweden, they're trying to take away the authority we have on them. This law is only giving our children more power and making us more vulnerable... How do you want children to respect their parents

when they know that we can't punish them? You know, sometimes it's not easy to deal with children... I think that a slap once in a while is not something bad. That's how I was raised and how my brother and sisters were raised too..."

En ce qui concerne les jeunes, plusieurs ont fait part de leur expérience face à la dénonciation. Un jeune raconte avoir dénoncé ses parents auprès de son professeur lorsqu'il était plus jeune : « Yeah, I have actually. One day, I went up to my teacher to tell him that my parents hit me at home. A psychologist came to talk to them and told them that they would have to deal with social services if it happened again. When he left, they hit me even harder for having told my teacher about it and told me that they would disown me if I got them into trouble again".

Parmi les 7 jeunes interrogés, 3 avouent par ailleurs avoir menacé leurs parents de les dénoncer auprès des autorités: **"Did you ever tell your parents you would report them if they slapped you?** A: Yes, I did. My mom handed me the phone and said: "There you go. Call the police if you want"... but I didn't. I didn't want to be taken away from my parents and I didn't really know what could happen to me or to them if I reported them. **And you?** B: Well I might have told them I would but I never dared to do it." Ou encore « **Did you ever tell your parents you would report them if they slapped you?** Yeah I did actually...I remember this time when I was like 13 or 14, I really wanted to go to my friend's birthday sleepover party and they didn't want me to go because boys were going too. I was so mad... I was begging them to go... I actually think that the boy I liked back then was going to the same party...and it just got to the point where they couldn't stand me anymore and they just started hitting me for me to stop screaming... so I took the phone and pretended to call the police. I told them that if they hit me once more, they would have to deal with the police...and then I just took my stuff and left. They didn't talk to me for like a week when I came back».

Une autre cite l'exemple de sa soeur qui a dénoncé ses parents à la police. Selon elle, la loi contre les châtiments corporels incite les enfants à faire du chantage afin qu'ils obtiennent ce qu'ils désirent: **"Do your parents know about the law against corporal punishment? If yes, how did they learn about it?** Yeah my parents know about it because of the ads on TV, newspapers... and also because of the police and social services that came home because of my sister. She lies a lot and knows that the system will protect her no matter what [...] There are some parents who

beat there children and that's horrible, they should never do that but a lot of kids use that to get some attention, pity or even get what they want from their parents... and that I don't agree with. My sister is the perfect example why this law shouldn't exist... She gets what she wants out of it... » **What do you mean by « she gets what she wants out of it»?** Well she does what she wants and tells them that they can't slap her or she'll report them. She thinks she can do what she wants... well now she can, she's 18 but before, my parents couldn't even kick her out ».

Bien que les mères interrogées aient maintenu dans la plupart des cas l'autorité à l'égard de leurs enfants, il semblerait que les relations se voient parfois déstabilisées par la législation qui incite les jeunes à faire du chantage ou encore à dénoncer leurs parents.

## **2.3. Discussion**

### **2.3.1. Des représentations sociales et pratiques qui peinent à changer ?**

L'analyse démontre que les enfants aussi bien que les adultes interrogés comprennent et/ou soutiennent encore majoritairement cette méthode disciplinaire qui constitue pour eux un moyen disciplinaire légitime et efficace. Il semblerait par ailleurs que les enfants aient enregistré les normes sociales de discipline qui leur ont été inculquées par leurs parents et entourage. On parle alors de transmission sociale. Selon Wallon (1959, p.196), les pratiques de l'enfant sont conditionnées par la réalité matérielle, les mœurs, les habitudes mentales aussi bien que le langage. Dans sa conception, individualisation et socialisation vont de pair.

### **2.3.1.1. Facteurs explicatifs**

Toute une série de facteurs pourraient expliquer la difficulté de changement des attitudes face aux châtiments corporels. Il nous a semblé intéressant d'avancer quelques hypothèses nous permettant d'appréhender cela.

Tout d'abord, nous avons vu précédemment que les schèmes périphériques seraient plus susceptibles d'être sujets à une transformation que le noyau central qui structure la représentation et qui aura tendance à demeurer stable, préservant donc la représentation initiale. Le système périphérique aura donc pour fonction d'adapter la représentation à la situation actuelle dans laquelle l'individu se trouve : « en maintenant la signification centrale et l'intégration de l'information nouvelle sans faire apparaître un trop gros bouleversement » (Abric, 1994, p. 76).

Devant une telle loi qui suscite un conflit d'ordre cognitif avec la représentation initiale, on peut imaginer que le noyau central ne se modifie pas aisément ou même qu'il reste intact chez des familles ayant récemment immigré en Suède (Parents immigrants et leurs enfants constituant la 1<sup>ère</sup> génération d'immigrants) et employant les châtiments corporels comme un moyen disciplinaire qu'ils considèrent comme étant légitime.

Rappelons que la manière de concevoir la discipline a des racines culturelles et historiques très profondes (Hindberg, 2001, p.20).

Dans les entretiens réalisés avec les mères et jeunes, nous nous sommes rendu compte que plusieurs d'entre eux associaient la pratique des châtiments corporels à leur culture ou encore à une pratique largement répandue dans leur pays. Moscovici parle d'homogénéité des représentations transmises au cours des générations au sein d'une collectivité. (Moscovici, 1989, p.91). Cette vision commune de la discipline va donc créer un lien social avec sa communauté qui va résister aux changements externes. Les nouvelles pratiques, qui sont en désaccord avec la représentation du groupe se voient alors : « absorbées par les schèmes périphériques, qui, ainsi, assurent la stabilité (relative) de la représentation » (Flament, 1986, p. 230).

D'autre part, soulignons que la plupart des individus interrogés ont eux-mêmes été disciplinés de cette manière et/ou ont été entourés de personnes soutenant et employant cette méthode disciplinaire. Il est alors difficilement envisageable de voir les attitudes changer directement.

En effet, cette pratique a tendance à se perpétuer de génération en génération : « Light and severe physical punishment experienced in their own childhood dominates the later parenting style. The « cycle of violence » (Steinmetz, 1977, p.47-48) is by far the strongest in the group of conventional sanction patterns. Over three quarters of those questioned from the conventional sanctions group continue to use this type of parenting on their own children » (Frehsee, D. Horn, W. & Bussmann, K.D. 1996). L'utilisation de cette méthode disciplinaire par les parents augmenterait donc la probabilité que leurs enfants l'emploient également à l'égard de leurs propres enfants plus tard et ainsi de suite. Une autre étude effectuée en Suède démontre que l'expérience de la mère vis-à-vis des châtiments corporels pendant son enfance, déterminera dans une certaine mesure, la manière qu'elle aura de discipliner son enfant (Stattin, Hansson, Klackenberglarsson et Magnusson, 1998, p.315-347).

Notons par ailleurs que parmi les 7 mères soutenant les punitions corporelles, 4 d'entre elles n'avaient que très peu ou pas de connaissances du suédois. Ziegert soulève le problème de la langue et de l'isolation des immigrants qui arrivent dans un contexte où les châtiments corporels sont bannis: « Language problems and isolation within the Swedish society cause immigrants to seek refuge and security in support systems in which they know their special ethnic and cultural value system is shared. It is this withdrawal that strengthens their traditional support of corporal punishment and weak-ens the orientation and attitude-changing functions that have accompanied the legal prohibition of corporal punishment » (Ziegert, 1983, 921). Le fait d'être entouré d'individus parlant la même langue et soutenant les mêmes valeurs que soi protégerait donc le noyau central de la représentation qui n'est pas exposé aux influences externes. Les représentations sociales et pratiques traditionnelles se voient donc préservées dans un tel contexte qui ne les remet pas en cause.

Selon Ziegert, les changements d'attitudes et de pratiques vis-à-vis des châtiments corporels s'effectueraient plutôt à partir de la deuxième génération d'immigrants



parlant le suédois. (Ziegert, 1983, 917-926) Non seulement les enfants mais aussi leurs parents auront donc été élevés dans un contexte condamnant toute forme de violence éducative favorisant leur attitude vis-à-vis d'un style disciplinaire axé sur la non-violence. La transformation se ferait alors dans la plupart des cas de manière « progressive » selon la théorie d'Abric, soit : « par une multiplication des schèmes étranges qui, à terme, vont modifier le noyau central sans rupture » (Frayssé, 2000, p.651-676).

Il y a bien évidemment des exceptions comme nous avons pu le voir dans l'analyse mais, ce cas reste tout de même isolé. Un facteur explicatif que nous pouvons avancer est que la mère en question s'est largement intégrée dans la culture suédoise et a subi l'influence externe de son mari suédois et de ses amis qui condamnent les châtiments corporels. En effet, son mari ne conçoit aucunement qu'elle puisse taper/fesser ses enfants. Elle a donc dû se contraindre à changer de comportement en adoptant d'autres méthodes disciplinaires afin de se conformer aux attitudes admises dans son entourage. Flament souligne : « Lorsque, pour des raisons diverses, on ne peut retourner aux pratiques anciennes, le problème se résout par une restructuration du champ de représentation. Cette restructuration (qui semble être rapide une fois qu'elle est amorcée) n'est pas forcément le fait de toute la population en même temps ; on retrouve souvent les nouvelles structures mieux établies chez les jeunes, ceux qui ont fait des études... » (Flament, 1986, p.234). Baignée dans un environnement hostile aux châtiments corporels, elle aurait donc dû procéder à une restructuration de son champ de représentation.

Dans ce cas précis, nous faisons donc face à une « transformation brutale », selon Abric (Voir partie Cadre théorique- Représentations sociales). Les nouvelles pratiques auxquelles elle a dû s'habituer afin d'être en accord avec les pratiques acceptées par son entourage ont créé une « incohérence insupportable » avec sa représentation centrale initiale des châtiments corporels. Les éléments formant le noyau central initial chez cette mère irakienne se seraient donc « dispersés » en fracturant directement le noyau central, afin de laisser place à une nouvelle représentation en accord avec les attitudes tolérées dans le cercle/ la société qui l'entoure.

Il s'avère donc nécessaire d'agir au niveau des représentations des parents pour modifier leur attitude vis-à-vis des châtiments corporels. C'est le noyau central

contenant la représentation initiale qui doit être atteint afin de parvenir à un changement de la représentation.

Relevons finalement qu'outre la sensibilisation, il est fondamental que les personnes s'engagent par leur comportement pour parvenir à une modification des attitudes vis-à-vis des châtiments corporels: « En essence, après s'être engagés dans un comportement spécifique qui est public, coûteux, irrévocable et librement choisi, les gens sont susceptibles de penser et agir de manière consistante avec ce comportement » (Aronson, 1992, 303–311). Les travaux expérimentaux confirment le réajustement structural de la représentation suite à l'engagement dans un acte en désaccord avec la représentation (Ernest-Vintila, 2010, p.186-196). Lorsqu'un individu s'engage par exemple à ne pas fesser son enfant, il aura tendance à aligner cette attitude à son comportement. Souchet et Tafani (2004, p.255-277) ont également démontré que dans une situation perçue comme irréversible, l'engagement des individus dans un acte contraire à la représentation initiale donne lieu à des effets de structure.

Selon la théorie de l'engagement vue par Kiesler (1971), afin d'arriver à un changement d'attitude ou de comportement, il est fondamental d'obtenir de l'individu concerné, la réalisation d'un acte qui va permettre d'aboutir à ce changement, le but final étant de faire agir la personne selon un facteur de réalisation interne. Ce processus s'inscrit dans la soumission librement consentie. Il relève d'un changement au niveau du noyau central soit d'une adaptation de la représentation et de la pratique initiale à des pratiques sociales acceptées (Valence et Roussiau, 2005).

Dans la même ligne de pensée, Ajzen (1991, p.206-207) souligne que le fait d'adopter une attitude positive envers une pratique influencerait fortement son usage :

« Intention, perception of behavioral control, attitude toward the behavior, and subjective norm each reveals a different aspect of the behavior, and each can serve as a point of attack in attempts to change it [...] It is at the level of beliefs that we can learn about the unique factors that induce one person to engage in the behavior of interest and to prompt another to follow a different course of action ».

### **2.3.1.2. Comment parvenir à une modification de la représentation et des pratiques ?**

La mise en place d'une nouvelle législation semble être une dimension fondamentale pour arriver à un changement des attitudes non seulement parce qu'elle s'adresse et touche la population dans son intégralité mais aussi parce que son institutionnalisation souligne son caractère désormais quasi-irréversible. Elle est « la forme suprême d'une norme social car c'est une norme inscrite dans le droit, qui concerne toute la société et tous ses citoyens, qui non seulement dit ce qui est convenable ou souhaité de faire, mais elle oblige et interdit » (Ernest-Vintila, 2010, p.188). Elle est d'autant plus importante lorsque les pratiques disciplinaires constituent une méthode disciplinaire légitime et largement employée et où la résistance aux pratiques nouvelles est donc très forte. Prenons par exemple le cas de la peine de mort qui a été bannie en Europe et qui aujourd'hui ne trouve plus beaucoup d'adhérents qui la soutiennent alors qu'aux Etats-Unis, elle n'a pas été enrayée dans quelques Etats et trouve encore de nombreux supporters (Ernest-Vintila, 2010, p.188).

Bien qu'une nouvelle législation soit importante afin de modifier les attitudes, elle n'est cependant pas suffisante.

Afin de faire connaître la loi et les effets néfastes des châtiments corporels sur le développement de l'enfant dans le but de faire changer les représentations et pratiques, diverses mesures doivent être proposées ; Entre autres, des campagnes de sensibilisation continues doivent être mises en place à grande échelle (à l'école, dans les médias, dans les maternités, dans les centres d'immigration, etc.) : « Universal efforts, such as public education campaigns, are needed to educate parents and the general public about the high risk/benefit ratio for using CP and the effectiveness of non-physical forms of child discipline » (Taylors, Hamvas, Rice, Newman et De Jong, 2011, p.268-269). Des cours d'éducation parentale doivent également être dispensés.

En Suède, comme nous avons pu le voir dans la première partie de notre travail, les campagnes d'information sur la loi et les cours d'éducation à la parentalité subsistent encore à l'heure actuelle.

Aujourd'hui, les représentations et pratiques des châtiments corporels auraient changé. Selon une étude réalisée par le Comité contre les abus envers les enfants, l'emploi des châtiments corporels aurait nettement diminué depuis ces 20 dernières années. Lorsqu'il a été demandé aux parents s'ils avaient usé de violence physique à l'insu de leurs enfants en 2001, seulement 8% ont répondu oui alors qu'ils étaient 51% à affirmer la même chose en 1981 (Hindberg, 2001, p.14). Un questionnaire fut aussi distribué dans les écoles et rempli par 1800 élèves. Le questionnaire révéla que 86% des enfants n'avaient jamais été battus dans leur vie (Hindberg, 2001, p.16). D'autre part, moins de 11% des Suédois soutiendraient les châtiments corporels dans ses formes les plus légères alors qu'en 1965, avant la mise en place de la loi, environ 53% de la population suédoise était en leur faveur (Durrant, 1999, p.6) : « Therefore, over the course of three decades, public attitudes have undergone a major shift ; whereas a majority of Swedes, believed in the necessity of corporal punishment in 1965, only a small minority support its use today » (Frehsee, Horn & Bussmann, 1996, p.23).

#### **2.3.1.3. Limites à la diffusion de la loi**

Bien que la loi et les campagnes semblent avoir joué un rôle fondamental dans le changement d'attitudes vis-à-vis des châtiments corporels auprès de la population suédoise, il semblerait cependant qu'elles n'atteignent pas la population dans son totalité (immigrés et populations marginalisées). Une mère sur 8 n'était pas au courant de l'existence de cette loi, après bientôt 4 ans de séjour en Suède. Quant aux jeunes interrogés, plusieurs ont mentionné que leurs parents ne connaissaient pas la loi avant qu'ils la leur enseignent et un jeune semblait ignorer si ses parents la connaissaient ou non étant donné que ce sujet n'avait jamais été traité à la maison. Nous pouvons donc affirmer que l'information relative à cette loi demeure parfois lacunaire et n'atteint pas la population dans son ensemble.

### **3.3.2. Une loi qui accorde trop de pouvoir à l'enfant ou une loi nécessaire pour son bien-être, son intégrité et sa dignité?**

#### **3.3.2.1. Une loi qui accorde trop de pouvoir à l'enfant**

L'analyse démontre qu'un nombre d'enfants interrogés ont fait du chantage auprès de leurs parents, les ont menacés ou encore les ont dénoncés, sachant qu'ils seraient protégés par la loi. Plusieurs jeunes et mères ont relaté des histoires où l'autorité des parents était fragilisée en raison du fait que l'enfant usait et abusait de son droit. Souvenons-nous du jeune garçon qui tapait sa sœur et qui a menacé sa mère en levant la main sur elle tout en la menaçant d'appeler la police ; de la jeune fille qui a fait du chantage auprès de ses parents en les menaçant d'appeler la police dans le but ultime de pouvoir se rendre à une fête d'anniversaire ; ou encore de la jeune fille qui accusait sa sœur de manipulation et de mensonge pour pouvoir obtenir ce qu'elle voulait de ses parents.

L'enfant est bercé dès son plus jeune âge par cette loi qui lui est enseignée par ses professeurs dès la classe maternelle et tout au long de sa scolarité. Très tôt, il apprend que ses parents n'ont pas le droit de lever la main sur lui. On lui inculque la loi qu'il a pour mission d'apprendre à ses parents ainsi que le numéro de la police dans le cas où il serait amené à les dénoncer.

Nous avons trouvé intéressant de faire un parallèle entre la jeunesse évoluant dans la société suédoise et celle ayant grandi sous l'ère de Staline. Dans *The Whisperers : Private Life in Stalin's Russia* (2007), Figes relate l'histoire des « Enfants de 1917 » qui ont grandi dans une société dénuée de vie privée où la dénonciation et la surveillance mutuelle étaient de mise. Chacun était amené à dénoncer tout acte de malveillance constaté envers l'Etat, au détriment de la cohésion familiale. Alors que certains ont abandonné leur mode de vie et leur façon de penser, d'autres vivaient des doubles-vies en se conformant ouvertement au Parti communiste tout en maintenant secrètement leurs anciennes valeurs et croyances.

Figes évoque entre autres l'histoire du jeune Aleksandr Tvardovsky, qui a accusé ses parents et ses frères d'être des kulaks, ce qui a mené à leur déportation dans des camps de travail. Plus tard, à la suite de réunions avec son père et un de ses frères, il les retrahira.

Nous connaissons également l'histoire de Pavel Morozov, jeune communiste ayant dénoncé son père, Trofim, aux autorités, pour avoir vendu des permis de résidence aux exilés passant par le village. En 1932, plusieurs mois après son arrestation, lorsque Trofim fut mené en cour de justice, Pavel témoigna contre lui. Trofim fut alors envoyé à un camp de travail pendant 10 ans avant d'être exécuté pour avoir trahi les intérêts soviétiques (Csaba, 1996, p.107).

Le parent qui fesse son enfant devient « déviant » dans la culture suédoise alors qu'il ne l'est pas dans sa culture où les châtiments sont légaux et admis. Notons que par déviance nous entendons: « les comportements qui transgressent les normes acceptées par tel groupe social ou par telle institution ; cette catégorie inclut donc les actes sanctionnés par le système juridico-policier » (Becker, 1997, p.9).

La dichotomie dans la manière de concevoir la parentalité entre la culture suédoise et la culture irakienne peut mener certains parents irakiens à se sentir impuissants parce qu'ils ne sont plus autorisés à utiliser les outils éducatifs dont ils ont l'habitude de se servir pour punir leur(s) enfant(s): « Differences in the view taken of child education can cause certain parents to feel powerless. The methods that worked at home do not work in Sweden. The collectivist system, with its heavy pressure on the individual to adapt to the family, its norms and values is eroded by Swedish society » (Hindberg, 2001, p.19). Broberg étudie les conséquences de la migration sur la parentalité. Il relève: « Successful parenthood depends on the adults being rooted in a fabric of values, customs and habits which support their parental authority and on how secure they feel in their parental role if the prerequisites for the maintenance of parental authority are removed in the new culture... » (Broberg, 2000, p.3-4). Dans un grand nombre de cultures, les châtiments corporels constituent une partie intégrante de l'autorité parentale mais, en Suède, elle doit être maintenue par d'autres moyens. Ainsi, beaucoup de parents déplorent le manque d'outils éducatifs nécessaires pour pouvoir éduquer leur(s) enfants et se demandent ce qu'ils doivent faire ou quelles mesures ils peuvent prendre pour éviter de taper leur(s) enfant(s) (Hindberg, 2001, p.19-20).

Cela était largement manifesté lors des entretiens menés avec les mères irakiennes. Une mère soulignait: « I don't think that any parent is happy to slap his child... It usually occurs when the child has seriously misbehaved and when the parents feel

powerless in such a situation. I think that parents should be given the appropriate tools to bring up their child in a non-violent way. You can't really expect parents to change their way of educating their children by just setting up a law... you need to show them how to handle stressful situations differently. » Plusieurs mères interrogées avaient par ailleurs beaucoup de difficulté à comprendre le « laisser-faire » des Suédois par rapport à la discipline des enfants. Selon elles, l'enfant dans la culture suédoise possède trop de libertés et n'est pas soumis à assez d'autorité, ce qui a tendance à le rendre « irrespectueux » et « incontrôlable ».

### **3.3.2.2. Ingérence de l'Etat vs. Protection de la sphère privée familiale**

La plupart des mères interrogées s'accordent sur le fait qu'une telle loi ne devrait pas exister car la discipline serait affaire privée et non affaire d'Etat dans la mesure où l'enfant n'est pas victime d'abus plus « sévères » et répétitifs. Une mère évoque l'histoire d'un politicien italien qui fut récemment arrêté et emprisonné lors d'un séjour à Stockholm, pour avoir tiré les cheveux de son fils, après avoir été dénoncé par un témoin de la scène.

L'Etat n'a-t-il pas le devoir de respecter la sphère privée familiale ?

Le Comité des droits de l'enfant donne son opinion sur cette question qui fait jurisprudence :

*« Dans le préambule de la Convention, il est affirmé que la famille constitue l'unité fondamentale de la société et le milieu naturel pour la croissance et le bien-être de tous ses membres et en particulier des enfants. La Convention fait obligation aux États parties de respecter et de soutenir les familles. Il n'y a pas le moindre conflit avec l'obligation incombant aux États de veiller à ce que la dignité humaine et l'intégrité physique des enfants, de même que des autres membres de la famille, bénéficient d'une protection entière dans la famille » (Comité des droits de l'enfant, 2006).*

Plus précisément en ce qui a trait à la loi contre les châtiments corporels en Suède, la Commission européenne des Droits de l'Homme a déclaré irrecevable, en 1982, une requête faite par des parents suédois qui considéraient que la loi contre les châtiments corporels violait leur droit à la sphère privée familiale selon l'article 8 de la Convention européenne des Droits de l'Homme et contrevenait également à la liberté de religion. Membres d'une congrégation de l'Eglise libre protestante de Stockholm, ils justifiaient l'usage des châtiments corporels en se référant à des textes bibliques (Conseil de l'Europe, 2007).

La conclusion de la Commission européenne des Droits de l'Homme fut la suivante :

*« Le fait qu'aucune distinction n'y est faite entre le traitement des enfants par leurs parents et le même traitement appliqué à un adulte étranger à la famille ne saurait, aux yeux de la Commission, constituer une "atteinte" au respect de la vie privée et familiale des requérants, puisque les conséquences d'une voie de fait sont mises à égalité dans les deux cas [...] La Commission estime que la législation suédoise sur les voies de fait et les molestations est, dans ce domaine, une mesure normale de lutte contre la violence et que son extension au châtiment physique ordinaire des enfants par leurs parents vise à protéger des éléments réputés faibles et vulnérables dans la société»*  
(Commission européenne des droits de l'homme, 1982).

La responsabilité de l'Etat de protéger les personnes vulnérables qui sont exposées aux châtiments corporels, primerait donc sur la préservation de la sphère privée familiale.

Rappelons par ailleurs que l'enfant bénéficie déjà d'une protection de son intégrité physique dans le Code Pénal suédois depuis 1957. Cette loi ne vient donc que s'ajouter à une loi existante et permet donc non seulement d'apporter une protection supplémentaire à l'enfant mais aussi de sensibiliser davantage la population en vue d'un réel changement d'attitude vis-à-vis de cette pratique.



### **3.3.2.3. Une loi pour la protection du bien-être, de la dignité et de l'intégrité de l'enfant**

Bien que les dénonciations d'abus aient augmenté depuis la mise en place de la loi, le nombre de poursuites n'aurait quant à lui pas augmenté depuis 1984, même lorsque nous excluons de l'analyse les délinquants qui sont trop jeunes pour être poursuivis et bien que la politique de 1982 rende les poursuites substantiellement plus faciles (Durrant, 1999, p.444). La majorité des cas rapportés concerneraient des infractions dites « insignifiantes » (manquements involontaires qui peuvent être corrigés promptement) et « communes ». Cela insinuerait donc que la plupart des enfants seraient identifiés avant que des blessures graves n'adviennent. Il n'y aurait pas eu non plus d'augmentation du nombre d'enfants retirés de leurs parents par les services sociaux après la mise en place de la loi. Bien au contraire, le nombre d'enfants pris en charge par l'assistance sociale aurait décru de 26% depuis 1982 et parmi ceux qui en bénéficient, de plus en plus d'enfants ne seraient placés qu'à court terme (Durrant, 2000, p.21).

Par ailleurs, certaines mères irakiennes avaient relevé lors des entretiens, que sans l'utilisation de châtiments corporels pour discipliner les enfants, ceux-ci manqueraient de discipline, de respect et de retenue. Les statistiques suédoises, suite à la mise en place de la loi de 1979 ne confirment cependant aucunement cette constatation. La proportion de jeunes commettant des délits n'aurait pas augmenté depuis 1983 et le nombre de jeunes consommant des narcotiques et de l'alcool et les nombre de jeunes se suicidant aurait quant à lui diminué (Durrant, 2000, p.27).

Rappelons tout de même que le but premier de criminaliser les châtiments corporels en édictant une loi les prohibant n'est pas de condamner ou de punir les parents en effectuant des poursuites judiciaires pour des voies de fait simples (selon le principe de minimis) mais plutôt de faire changer les attitudes et d'accorder à l'enfant des droits égaux à ceux des adultes vis-à-vis de son intégrité physique et de sa dignité humaine. Selon le Ministère de la Justice Suédois: « Information and education, to alter the attitudes of parents and other who deal with children and young persons is preferable to relying on penal sanctions... » (Hindberg, 2001, p.13).

Tous les signalements de violence à l'égard des enfants devraient cependant être répertoriés par les autorités et donner lieu à des investigations et à la mise en place d'interventions d'accompagnement et de soutien par les services sociaux, selon le Comité des droits de l'enfant, dans le but d'éviter que l'enfant ne soit sujet à davantage d'atteintes à son intégrité physique (Comité des droits de l'enfant, 2006)

Bien qu'il n'existe pas de relation déterministe entre les châtiments corporels et les conséquences néfastes sur le développement de l'enfant car cela nécessiterait de mettre en place des études expérimentales contraires aux normes éthiques, soit de battre de manière variable en intensité et en fréquence plusieurs groupes d'enfants afin d'évaluer l'impact à court et à long terme (Balestra, 2008, p.3), plusieurs études et recherches scientifiques ont été menées sur l'impact des châtiments corporels sur la santé, le comportement et le bien-être psychologique des enfants et relèvent que même si les châtiments corporels suscitent une obéissance à court terme de la part de l'enfant qui réagit face à la douleur et à la peur d'être puni (et non pas parce qu'il comprend la portée de la punition), cette forme de punition aurait un impact préjudiciable sur la santé physique et mentale de l'enfant.

D'après une étude menée par Turner et Finkelhor (1996), les châtiments corporels infligés aux enfants pourraient non seulement provoquer des conséquences physiques mais aussi psychologiques tels que de l'angoisse et/ou des symptômes de dépression chez les enfants. Turner et Muller relèvent eux aussi des symptômes de dépression et un manque de confiance en soi chez les enfants et jeunes qui ont subi des châtiments corporels (2004). Une méta-synthèse de 88 études a par ailleurs été réalisée par Gershoff en 2002. L'étude se penche sur l'impact des châtiments corporels sur le développement de l'enfant et démontre que les châtiments corporels n'ont que des conséquences négatives et aucune conséquence positive sur l'enfant à long terme. En plus des blessures physiques qu'ils peuvent provoquer et particulièrement sur les enfants en bas-âge (ex. blessures superficielles, hémorragies cérébrales, lésions internes : entre autres de l'appareil auditif, etc.), « ils sont à l'origine d'une plus grande fragilité de la santé mentale des enfants (12 enfants sur 12), de relations parents-enfants dégradées (13 études sur 13), d'une intériorisation plus faible de la morale (13 études sur 15), d'une agressivité plus importante (27 études sur 27) et de comportements asociaux plus fréquents chez les enfants (11 études sur 12). Qui plus est, ces effets perdurent à l'âge adulte. Les châtiments

corporels se traduisent par une plus grande fragilité de la santé mentale des adultes (8 études sur 8) et par un nombre plus élevé de comportements asociaux chez les adultes (4 études sur 5) » (Conseil de l'Europe, 2006). D'après une étude menée par Rohner et al., les châtiments corporels auraient des effets néfastes sur le développement de l'enfant, même dans le cas où celui-ci les perçoit comme une méthode légitime de discipline. L'acceptation sociale des châtiments corporels n'allègerait donc pas ses effets néfastes sur le développement de l'enfant (Rohner, Kean et Cournoyer, 1991).

Rappelons enfin qu'il y a une grande probabilité qu'un enfant ayant été victime de châtiments corporels dans son enfance reproduise ce même modèle sur ses propres enfants plus tard. L'acceptation et la banalisation de cette pratique éducative risque donc de se perpétuer au fil des générations.

#### **3.3.2.4. La parentalité positive**

Selon le Conseil de l'Europe, il s'avère fondamental de garantir une protection à l'enfant en proposant des solutions alternatives aux châtiments corporels : « Ainsi, promouvoir une parentalité positive ou éduquer les enfants dans un environnement non violent et respectueux de leurs droits fondamentaux est une étape essentielle pour parvenir à un véritable changement » (Conseil de l'Europe, 2011).

Les alternatives consistent à remplacer les châtiments corporels par des moyens non-violents, sans pour autant aboutir à une éducation de type « permissif » selon Baumrind. Il y a une multitude de moyens disciplinaires qui respectent la dignité et l'intérêt supérieur de l'enfant selon sa maturité mais aussi selon la situation. Elles consistent par exemple à « calmer de jeunes enfants en plaisantant jusqu'à demander à des enfants plus âgés de réparer leurs fautes ou les dommages qu'ils ont causés. Si les émotions sont trop fortes, les parents peuvent faire une pause et discuter de la situation ultérieurement. » (Conseil de l'Europe, 2007, p.23).

Selon Rodrigues dos Santos, la discipline positive consisterait entre autres à adopter un dialogue calme mais tout de même ferme avec l'enfant, à restreindre les privilèges de l'enfant pendant un temps déterminé (ex : la télévision, les sorties avec

les amis, l'heure du coucher, etc.) ou à lui demander de réparer les torts commis (Power et Hart, 2005, p.91).

En conclusion, la loi de 1979 bannissant les châtiments corporels n'a pas pour objectif de déstabiliser la relation d'autorité des parents envers leurs enfants en punissant les parents mais elle attribue plutôt à l'enfant une protection supplémentaire dans le but d'éviter toute forme d'abus à son encontre en assurant son droit à la dignité et à l'intégrité et à une protection égale devant la loi. Une éducation sans châtiments ne signifie pas une éducation sans limite ou un style parental de type permissif comme nous l'avons vu lorsque nous avons étudié les styles parentaux de Baumrind. L'enfant a besoin de soutien mais également de règles. Il demeure donc fondamental d'apporter à l'enfant de l'attention et de l'écoute, mais aussi de définir des limites et de lui apprendre à se comporter en société. Le parent doit donc adopter une attitude équilibrée pour le bon développement de l'enfant. Comme le souligne Ziegert (1983, p.917), « The law is not directed at a limitation of parental responsibility in the rearing of children but at the formulation of *clear behavioral guidelines* for the responsible upbringing of children by their parents ». Il convient donc d'enseigner aux parents des mesures disciplinaires alternatives, tel que le préconise le Conseil de l'Europe, afin qu'ils se sentent renforcés dans leur rôle d'éducateurs dans une société prônant la non-violence éducative.

## 4. Conclusion

Suite à la mise en place de la première loi mondiale bannissant les châtiments corporels à l'encontre des enfants et son réseau très dense de structures de soutien familial, la Suède s'est érigée en tant que pionnière en matière de protection de l'enfant contre les violences éducatives, dès le début des années 80. Toutefois, bien que son système légal et les campagnes d'information relatives à cette loi aient eu un impact significatif sur les représentations et pratiques au sein de la société suédoise, ses répercussions n'ont pas eu la même portée auprès des individus d'origine irakienne que nous avons interrogés.

### 4.1. Confrontation des hypothèses

Afin de répondre à la question de recherche principale nous avons formulé deux hypothèses sur lesquelles nous allons à présent conclure.

**Hypothèse 1 :** *Le cadre légal mis en place en 1979 a contribué à une modification de la représentation sociale et de la pratique des châtiments corporels chez les familles immigrantes d'origine irakienne.*

Nous considérons que la première hypothèse est validée mais de manière très nuancée. La loi peut contribuer à un changement des représentations et de la pratique des châtiments corporels dans la mesure où les conditions propices à un changement des attitudes sont réunies. Dans l'analyse nous avons vu par exemple le cas de la mère qui conçoit différemment les châtiments depuis son arrivée en Suède. Elle a évolué dans un contexte les bannissant et a été entourée de personnes les condamnant. Dans son cas précis, le noyau central de la représentation initiale semble avoir subi une fragmentation et restructuration pour laisser place à une nouvelle représentation et de nouvelles pratiques. Cependant, dans la plupart des cas que nous avons étudiés, nous avons observé que la loi n'a

pas eu d'impact particulier sur les représentations et pratiques des châtiments corporels. Les mères et jeunes interrogés soutiennent encore majoritairement cette pratique quand les circonstances l'exigent. Plusieurs s'associent aux pratiques disciplinaires exercées dans leur pays pour justifier leurs attitudes et pratiques. La plupart des mères interrogées s'entendent néanmoins sur le fait qu'ils doivent être usés aussi peu que possible et sans brutalité excessive. Quant aux jeunes, il semblerait qu'ils n'associent pas les châtiments corporels à une pratique néfaste dans la mesure où ils ne sont pas fréquents et "peu violents".

**Hypothèse 2 :** *La loi de 1979 a contribué à fragiliser les relations d'autorité des parents envers leur(s) enfant(s).*

La deuxième hypothèse est validée.

7 mères sur 8 ont admis que la loi n'avait pas modifié leur relation d'autorité vis-à-vis de leur enfant. Plusieurs jeunes avouent également que la loi n'aurait pas eu d'impact sur la discipline dans le foyer familial. Le style parental n'a par ailleurs pas été altéré, sauf dans un cas particulier vu dans l'analyse. Dans ce cas précis, la mère interrogée soutenait avant son arrivée en Suède, une éducation axée sur l'obéissance, normalisant la fessée comme moyen de punition, alors qu'aujourd'hui, elle prône davantage une éducation de style « démocratique », sans usage de violence.

Certaines mères sentent cependant leur autorité affaiblie par cette loi qui accorde, selon elles, trop de pouvoir à l'enfant. On ressent une incompréhension de la part de la plupart des mères interrogées vis-à-vis de la loi qu'elles jugent intrusive dans la sphère familiale. Certaines mères racontent des situations où les enfants ont menacé leurs parents de dénonciation. Parmi les 7 jeunes interrogés, 3 avouent avoir menacé leurs parents de les dénoncer auprès des autorités ou encore les avoir dénoncés tandis qu'une jeune fille évoque la dénonciation faite par sa sœur auprès de la police. Elle ajoute: « She lies a lot and knows that the system will protect her no matter what ». Il s'avère donc parfois difficile pour les parents de gérer de telles attitudes dans un cadre où ils se sentent démunis de ressources et d'outils éducatifs pour éduquer leur(s) enfant(s) autrement, soit en cohésion avec les pratiques

acceptées dans la société dans laquelle ils évoluent. Les relations parents-enfants se voient alors perturbées.

#### **4.2. Perspective des droits de l'enfant**

Afin de faire évoluer les représentations et changer les pratiques, il est non seulement essentiel d'informer les élèves de leurs droits et de l'existence de cette loi, mais aussi de sensibiliser les parents aux tenants et aux aboutissants de la loi ; à l'impact des châtiments corporels sur le développement physique et cognitif de l'enfant ; ainsi qu'aux différentes approches de discipline positive.

Relevons qu'à l'heure actuelle, les cours proposés par Cope, Föräldraverkstaden ou encore Comet, donnant des pistes aux parents pour gérer des situations conflictuelles avec leurs enfants, ne sont dispensés qu'en suédois dans la plupart des municipalités et n'atteignent donc pas, dans la majorité des cas, les immigrants de première génération. Quant aux cours proposés par Save the Children Sweden, il semblerait que ceux-ci n'aient pas un impact significatif auprès des populations immigrantes en Suède. Aucune des mères interrogées n'avait connaissance de tels programmes.

Il serait donc intéressant de proposer à tous les nouveaux arrivants en Suède, des cours offerts par des acteurs (formés au préalable) provenant de la même communauté, dans le cadre du cours d'introduction à la culture suédoise (cours obligatoires depuis décembre 2010).

Parmi les cours dispensés, il serait pertinent d'aborder :

- 1.) Les droits de l'enfant.
- 2.) La politique familiale suédoise.
- 3.) L'impact des châtiments corporels sur le développement physique et cognitif de l'enfant.

#### 4.) La parentalité positive.

Le but ultime du cours sur la parentalité positive serait de travailler ensemble dans le respect des valeurs de chacun pour trouver des solutions disciplinaires positives qui respectent d'une part le rôle éducatif des parents (pour ne pas fragiliser la relation d'autorité de ceux-ci envers leur(s) enfant(s)) et d'autre part, l'intérêt supérieur et le bon développement de l'enfant, principes fondamentaux de la Convention relative aux droits de l'enfant. Informer les parents et discuter des différentes méthodes de discipline alternatives leur fourniraient, dès leur arrivée en Suède, les outils éducatifs nécessaires pour discipliner l'enfant de manière non-violente.

Adopter ce genre de précautions éviterait de générer des ressentiments vis-à-vis d'une loi qui ne correspond pas toujours aux méthodes disciplinaires que les parents ont l'habitude d'employer à l'égard de leur(s) enfant(s). Notons qu' « on accepte d'évoluer d'autant plus volontiers qu'on a le double sentiment de rester fidèle à soi et d'être respecté par les autres pour ce qu'on est » (Todorov, 2008, p.227).

Par ailleurs, il serait également congruent de mettre en place des structures de soutien familiales adéquates sur lesquelles les parents immigrants/réfugiés peuvent facilement s'appuyer. Soulignons que l'implantation de telles mesures est indispensable dans une société prônant la dignité et l'intégrité physique de l'enfant, deux principes universels des droits de l'homme.

#### **4.3. Note finale**

Cette recherche a permis d'éclairer un thème encore inexploré, celui de l'impact de la réforme légale suédoise de 1979 et des campagnes d'information contre les châtiments corporels infligés aux enfants, sur les relations parents-enfants d'origine irakienne, ayant immigré en Suède après la mise en place de la loi. Dans un contexte où la plupart des jeunes interrogés ont avoué avoir été fessés, tapés, giflés, tirés par les cheveux, etc. par leurs parents, on constate que les représentations et pratiques peinent à évoluer. Les châtiments sont encore perçus



comme un moyen nécessaire pour amener l'enfant à raisonner, à respecter son prochain, à comprendre son erreur, et surtout, à ne pas la réitérer. En parallèle les enfants apprennent très tôt dans le milieu scolaire que leurs parents n'ont pas le droit de lever la main sur eux. Cette situation encourage les dénonciations et/ou le chantage dans un contexte familial où les châtiments corporels sont utilisés comme moyen disciplinaire, et tend à destabiliser les relations entre parents et enfants. Certaines mères ont fait part de leur préoccupation face à ces menaces. Elles sentent leur autorité fragilisée par une loi qu'elles jugent intrusive, ne connaissant souvent pas sa portée, d'autres moyens efficaces pour éduquer leurs enfants, ou encore les conséquences néfastes que de telles pratiques peuvent avoir sur le développement de l'enfant.

Dans le but de consolider le rôle parental face à cette loi qui a tendance à destabiliser les relations parents-enfants d'origine irakienne mais aussi afin de garantir le droit des enfants à leur dignité et à leur intégrité physique, il nous semble donc essentiel d'améliorer la diffusion de la loi auprès des immigrants et réfugiés en Suède (tel que mentionné dans la partie « Perspective des droits de l'enfant »), afin que tous les enfants puissent grandir dans un environnement dépourvu de violences dans le contexte familial, selon l'article 19 de la Convention relative aux droits de l'enfant.

Enfin, dans le cadre de futures recherches qualitatives sur cette problématique, il serait également intéressant d'étendre la recherche en interrogeant davantage d'enfants et de parents irakiens de première génération vivant à Stockholm tout en définissant davantage de variables (âge, classe sociale, niveau de formation scolaire, etc.) afin d'obtenir des résultats plus tangibles sur la matière. A des fins d'études comparatives, nous pourrions également interviewer les parents et les enfants irakiens de 2<sup>ème</sup> et de 3<sup>ème</sup> génération dont le regard sur la loi et ses répercussions pourrait différer sensiblement.

## Références

Abric, J-C. (1987). *Coopération, compétition et représentations sociales*. Cousset-Fribourg: DelVal.

Abric, J-C. (1989). L'étude expérimentale des représentations sociales. Dans D. Jodelet, *Les représentations sociales*. Paris: Presses Universitaires de France.

Abric, J.C. (1994). L'organisation interne des représentations sociales : système central et périphérique. Dans C. Guimelli (Ed.), *Structures et transformations des représentations sociales*. Paris: Delachaux et Niestlé.

Abric, J.-C. (2003). *Pratiques sociales et représentations*. Paris: Presses Universitaires de France.

Ajzen, I. (1991). The Theory of Planned Behavior. Organizational Behavior and Human Decision Processes. Dans *Organizational Behavior and Human Decision Processes* (p.179-211). Amherst, MA: Elsevier.

Aronson, E. (1992). The return of the repressed: Dissonance theory makes a comeback. *Psychological Inquiry*, 3(4), 303–311.

Balestra, C. (2008). L'interdiction légale des châtiments corporels au sein de la famille. Dans J. Zermatten et P. Riva Gapany (Eds), *Journée Sarah Oberson 2007 : Violences à l'encontre des enfants* (p.44-55). Bramois : Institut International des Droits de l'Enfant et Fondation Sarah Oberson.

Baumrind, D. (1966). Effects of Authoritative Parental Control on Child Behavior, *Child Development*, 37(4), 887-907.

Baumrind, D. (1972). An exploratory study of socialization effects on Black children: Some Black-White comparisons. *Child Development*, 43, 261-267.

Baumrind, D. (1991). The influence of parenting style on adolescent competence and substance use. *Journal of Early Adolescence*, 11(1), 56-95.

Baumrind, D. (2005). Patterns of parental authority and adolescent autonomy. *New Directions for Child and Adolescent Development*, 108, 61-69.

Beaud, S. et Weber, F. (2003). *Guide de l'enquête de terrain : Produire et analyser des données ethnographiques*. Paris: La Découverte.

Becker, H.S. (1997). *Outsiders: Studies in the Sociology of Deviance*. New York: Free Press.

Becker, H. (2002). *Les ficelles du métier. Comment construire sa recherche en sciences sociales*. Paris : La Découverte.

Bee, H. et Boyd, D. (2003). *Psychologie du développement : Les âges de la vie*. Bruxelles: De Boeck.

Blais, M. et Martineau, S. (2007). L'analyse inductive générale : description d'une démarche visant à donner un sens aux données brutes. *Recherches qualitatives*, 26(2), 1-18. Récupéré [le 25 janvier 2012] de <http://www.recherche-qualitative.qc.ca/Revue.html>

Bornstein, L. et Bornstein, M.H. *Pratiques parentales et développement social de l'enfant*. Pennsylvania: University of Pennsylvania, National Institute of Child Health and Human Development.

Boyson, R. (2002). *Equal protection for children. An overview of the experience of countries that accord children full legal protection from physical punishment*. Récupéré du site de NSPCC, *Cruelty to Children must stop, Full Stop*: [http://www.nspcc.org.uk/Inform/publications/downloads/equalprotectionforchildren\\_wdf48095.pdf](http://www.nspcc.org.uk/Inform/publications/downloads/equalprotectionforchildren_wdf48095.pdf)

Broberg, A. (2000). Child-rearing in time and space. *Norges Barnevern*. 3(4).

Commission européenne des Droits de l'Homme. (1982). *Décision de recevabilité, Sept personnes c. Suède* : Requête no 8811/79. Récupéré le 15 décembre 2011 de <http://www.echr.coe.int/echr>

Comité des droits de l'homme. (1966). *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels*. Récupéré le 15 décembre 2011 de <http://www2.ohchr.org/french/law/cescr.htm>

Comité des droits de l'homme. (1966). *Pacte international relatif aux droits civiques et politiques*. Récupéré le 15 décembre 2011 de <http://www2.ohchr.org/french/law/ccpr.htm>

Comité des droits de l'enfant. (1989). *Convention relative aux droits de l'enfant*. Récupéré le 3 janvier 2012 de <http://www2.ohchr.org/french/law/crc.htm>

Comité des droits de l'enfant. (2006). *Observation Générale N°8 : Le droit de l'enfant à une protection contre les châtiments corporels et les autres formes cruelles ou dégradantes de châtiments (art. 19, 28 (par. 2) et 37, entre autres)*. Récupéré le 3 janvier 2012 de [www2.ohchr.org/english/bodies/crc/.../GC8\\_fr.doc](http://www2.ohchr.org/english/bodies/crc/.../GC8_fr.doc)

Comité européen des droits sociaux. (2004). *Observations générales concernant l'article 7, paras. 10 et 17*. Récupéré le 15 janvier 2012 de <http://assembly.coe.int/Documents/WorkingDocs/doc04/FDOC10199.htm>

Committee on Child Abuse. (2001). Barn och misshandel – En rapport om kroppslig bestraffning och annan misshandel i Sverige vid slutet av 1900-talet. Récupéré le 20 novembre 2011 de <http://www.regeringen.se/content/1/c4/27/79/bde6c088.pdf>

Conseil de l'Europe. (1996). *Charte sociale européenne*. Récupéré le 12 janvier 2012 de <http://conventions.coe.int/treaty/fr/treaties/html/163.htm>

Conseil de l'Europe. (2006). *L'abolition des châtiments corporels : Un impératif pour les droits de l'enfant en Europe*. Strasbourg : Editions du Conseil de l'Europe.

Conseil de l'Europe. (2007). *Abolition des châtiments corporels des enfants. Questions et Réponses*. Récupéré le 5 janvier 2012 de [http://www.coe.int/t/dg3/children/pdf/QuestionAnswer\\_fr.pdf](http://www.coe.int/t/dg3/children/pdf/QuestionAnswer_fr.pdf)

Conseil de l'Europe. (2008). *Les enfants et les châtiments corporels. Le droit à l'intégrité physique, aussi un droit de l'enfant*. Récupéré le 15 novembre 2011 de <https://wcd.coe.int/ViewDoc.jsp?id=1237671>

Conseil de l'Europe. (2010). *Convention européenne des droits de l'homme*. Récupéré le 10 janvier 2012 de [http://www.echr.coe.int/NR/rdonlyres/086519A8-B57A-40F4-9E22-3E27564DBE86/0/FRA\\_Conven.pdf](http://www.echr.coe.int/NR/rdonlyres/086519A8-B57A-40F4-9E22-3E27564DBE86/0/FRA_Conven.pdf)

Conseil de l'Europe. (2011). *Châtiments corporels... Rien ne peut justifier la violence à l'égard des enfants*. Récupéré le 15 octobre 2011 de [http://www.coe.int/t/dg3/children/violence/corporalpunishment\\_FR.asp](http://www.coe.int/t/dg3/children/violence/corporalpunishment_FR.asp)

Crowell, A. (2001). *The Swedish Example: A Model for Reform*. Récupéré le 12 février 2012 de <http://nospark.net/crowell.htm>

Csaba, K. (1996). Pavlik Morozov: A Soviet Case Study of « Dark » Social Engineering. Dans A. Podgorecki, A., J. Alexander et R. Shields, *Social Engineering*. Ottawa: Carleton University Press.

Darling, N., et Steinberg, L. (1993). Parenting style as context: An integrative model. *Psychological Bulletin*, 113(3), 487-496.

Dorai, M. K. (2010). *Les Irakiens en Suède : Exil et recomposition migratoire depuis la chute du régime de Saddam Hussein en 2003*. Récupéré le 3 novembre 2011 de [http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/47/74/02/PDF/Dorai\\_e-migrinter2010\\_05\\_013.pdf](http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/47/74/02/PDF/Dorai_e-migrinter2010_05_013.pdf)

Dornbusch, S.M., Ritter, P.L., Leiderman, P.H., Roberts, D.F. et Fraleigh, M.J. (1987). The relation of parenting style to adolescent school performance. *Child Development*, 58, 1244–1257.

Douglas, M. (1986). *How institutions think*. Syracuse, New York: Syracuse University Press.

Durkheim, E. (1968). *Les formes élémentaires de la vie religieuse*. Paris: Presses Universitaires de France.

Durrant, J.E. (1999). Evaluating the success of Sweden's corporal punishment ban. *Child Abuse and Neglect*, 23, 435-48.

Durrant, J. E. (2000). *A Generation Without Smacking : The impact of Sweden's ban on physical punishment*. London: The Save the Children Fund.

Durrant, J.E. (2000). Trends in youth, crime and well-being since the abolition of corporal punishment in Sweden. *Youth & Society*, 31 (4), 437-455.

Durrant, J.E. (2005). Corporal Punishment: Prevalence, predictors and implications for child behaviour and development. Dans F.C. et S.N. Hart, *Eliminating Corporal Punishment: The way forward to constructive discipline*. Paris: Education on the Move, UNESCO Publishing.

Ernest-Vintila, A. (2010). Contrainte, Education, Transformation des « mentalités ». Quelques apports de la théorie des représentations sociales à l'étude de l'efficacité des lois. *Revista de Psihologie*, 56(3-4), 186-196.

Figes, O. (2007). *The Whisperer's Private Life in Stalin's Russia*. New York: Metropolitan Books.

Flament, C. (1986). L'analyse de similitude: une technique pour les recherches sur les représentations sociales. Dans W. Doise et A. Palmonari (dir.), *L'étude des représentations sociales* (p. 141). Paris : Delachaux et Niestlé.

Flament, C. (1987). Pratique et représentations sociales. Dans J.L. Beauvois, R.V. Joule et J.M. Monteil (Ed.), *Perspectives cognitives et conduites sociales*. Cousset-Fribourg: DelVal.

Friedman S.B. et Schonberg S.K. (1996) The short- and long-term consequences of corporal punishment. *Pediatrics*, 98, 803–860.

Fraysse, B. (2000). La saisie des représentations pour comprendre la construction des identités. *Revue des sciences de l'éducation*, 26(3), 651-676. Récupéré du site de la revue : <http://id.erudit.org/iderudit/000294ar>

Frehsee, D. Horn, W. et Bussmann, K.D. (1996). *Family Violence against Children*. Berlin: De Gruyter.

Gershoff, E.T. (2002). Corporal punishment by parents and associated child behaviors and experiences: A meta-analytic and theoretical review. *Psychological Bulletin*, 128(4), 539-579.

Gile, D. (1985). Le modèle d'efforts et l'équilibre d'interprétation en interprétation simultanée. *Journal des Traducteurs*, 30(1), 44-48. Récupéré du site de la revue : <http://id.erudit.org/iderudit/002893ar>

Global Initiative to End All Corporal Punishment of Children. (2011). *Global progress towards prohibiting all corporal punishment*. Récupéré le 10 février 2012 de <http://www.endcorporalpunishment.org/pages/pdfs/charts/Chart-Global.pdf>

Haeuser, A. A. (1981). Sweden's Law Prohibiting Physical Punishment of Children (Unpublished Swedish Bicentennial Fund Study Visit Report).

Haeuser, A.A. (1988). Reducing Violence Toward U.S. Children: Transferring Positive Innovations from Sweden. Unpublished Sweden Study Visit Report. Milwaukee: University of Wisconsin.

Herzlich, C. (1969). *Santé et maladie. Analyse d'une représentation sociale*. Paris : Ecole Pratique des Hautes Etudes, et Mouton.

Hindberg, B. (2001). *Ending Corporal Punishment. Swedish Experience of Efforts to Prevent All Forms of Violence Against Children- and the Results*. Stockholm, Sweden: Ministry of Health and Social Affairs, Sweden, Ministry for Foreign Affairs, Sweden. Récupéré le 3 novembre 2011 de <http://www.endcorporalpunishment.org/pages/pdfs/ending.pdf>

Hill, M. (2005). Ethical considerations in researching children's experiences. In Greene S. & Hogan D. *Researching children's experience*. (pp.61-86). London: Sage Publications.

Hoffman, M. L. et Saltzstein, H. D. (1967). Parent discipline and the child's moral development. *Journal of Personality and Social Psychology*, 5, 45-57.

Jodelet, D. (1989). *Les représentations sociales*. Paris : Presses Universitaires de France.

Kent, G. (2006). Children as Victims of Structural Violence. *Societies Without Borders*, 1, 53-67.

Lenton, R. L. (1990). Techniques of child discipline and abuse by parents. *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, 27, 157-185.

Maccoby, E. E. et Martin, J. A. (1983). Socialization in the context of the family: Parent-child interaction. Dans P. H. Mussen (Ed.) et E. M. Hetherington (Vol. Ed.), *Handbook of child psychology. Socialization, personality, and social development* (p.1-101). New York: Wiley.

Malinowski, B. (1944). *A Scientific Theory of Culture, and Other Essays*. Chapel Hill: University of North Carolina Press.

McGillivray, A. (1992). Reconstructing child abuse: Western definitions and non-Western experiences. Dans M. Freman et P. Veerman (Eds.), *The ideologies of children's rights* (p. 213- 236). Dordrecht, Boston, London: Martinus Nijhoff Publishers.

Ministère des Services à l'Enfance et à la Jeunesse de l'Ontario. (2010). Reconnaître les signes de négligence ou de mauvais traitements à l'égard d'un enfant. Récupéré le 2 avril 2012 de <http://www.children.gov.on.ca/htdocs/french/topics/childrensaid/reportingabuse/recognisingabuse.aspx>

Ministry of Health and Social Affairs. (2001). *Social Services Act*.

Ministry of Justice. (1989). *Can you bring up children successfully without smacking and spanking?* Stockholm, Sweden: Justice Department.

Ministry of Justice. (1978). *The Rights of the Child: Prohibiting Corporal Punishment*.

Modig, C. (2009). *Never Violence-Thirty Years on from Sweden's Abolition of Corporal Punishment*. Stockholm: Government Offices of Sweden and Save the Children. Récupéré le 14 décembre 2011 de <http://sca.savethechildren.se/Documents/Resources/never%20violence.pdf>

Moore, D. W. et Straus, M. A. (1987). *Violence of parents toward their children*. Durham, New Hampshire: Family Research Laboratory, University of New Hampshire.

Montandon, C. (1997). *L'éducation du point de vue des enfants*. Paris: L'Harmattan.

Morrow, V. (2009). *The Ethics of Social Research with Children and Families in Young Lives: Practical Experiences*. Oxford, UK: University of Oxford, Department of International Development. Récupéré le 20 mai 2012 de <http://www.younglives.org.uk/files/working-papers/wp53-the-ethics-of-social-research-with-children-and-families-in-young-lives-practical-experiences>

Moscovici, S. (1976). *Social influence and social change*. London: Academic Press.

Neal, J., Frick-Horbury, D. (2001). The Effects of Parenting Styles and Childhood Attachment Patterns on Intimate Relationships. *Journal of Instructional Psychology*, 28(3), 178-183.

Nelson, J. (1996). *Positive Discipline: The classic guide for parents and teachers to help children develop self-discipline, responsibility, cooperation, and problem-solving skills*. New York: Ballantine Books.

Newell, P. (1989). *Children are people too: The case against physical punishment*. London, Bedford.

Newell, P. (2010). *Iraq: Briefing for the Human Rights Council Universal Periodic Review. 7th session, 2010*. Récupéré le 10 juillet 2011 de [http://lib.ohchr.org/HRBodies/UPR/Documents/Session7/IQ/GIEACP\\_UPR\\_IRQ\\_S07\\_2010\\_GlobalInitiativeEndAllCorporalPunishmntChild.pdf](http://lib.ohchr.org/HRBodies/UPR/Documents/Session7/IQ/GIEACP_UPR_IRQ_S07_2010_GlobalInitiativeEndAllCorporalPunishmntChild.pdf)

Organisation mondiale de la Santé. 2006. *Guide sur la prévention de la maltraitance des enfants : intervenir et produire des données*. Récupéré le 3 avril de [http://www.phac-aspc.gc.ca/ncfv-cnivf/pdfs/nfnts-prev-maltr\\_f.pdf](http://www.phac-aspc.gc.ca/ncfv-cnivf/pdfs/nfnts-prev-maltr_f.pdf)).

Parazelli, M. (2008). Violences structurelles. *Nouvelles pratiques sociales*, 20(2), 4.

Piaget, J. (1977). *Etudes sociologiques*. Genève : Droz.

Power, F.C. et Hart, S.N. (2005). The Way Forward to Constructive Child Discipline. Dans S.N. Hart (ed.), *Eliminating Corporal Punishment: The Way forward to constructive Child Discipline*. New York: UNESCO Educational Publications.

Quivy, R. et Van Campenhoudt, L. (1995). *Manuel de recherche en sciences sociales*. Paris : Dunod.

Rohner, R.P., Kean, K.J. et Cournoyer, D.E. (1991). Effects of Corporal Punishment, Perceived Caretaker Warmth, and Cultural Beliefs on the Psychological Adjustment of Children in St.Kitts, West Indies. *Journal of Marriage and the Family*, 53.

Romelaer, P. (2005). L'entretien de recherche. Dans P. Roussel et F. Wacheux, *Management des ressources humaines. Méthodes de recherche en sciences humaines et sociales*. Bruxelles : De Boeck.

Rouquette, M.-L. (2000). Paradoxes de la représentation et de l'action : des conjonctions sans coordination, *Revue Internationale des Sciences de l'Education*, 4, 17-24.

Rouquette, M.-L. (2009). *La pensée sociale. Perspectives fondamentales et recherches appliquées*. Toulouse: Erès.

Sperber, D. (2003). L'étude anthropologique des représentations : problèmes et perspectives. Dans D. Jodelet, *Les représentations sociales*. Paris : Presses Universitaires de France.

Souchet, L. et Tafani, E., (2004), Pratiques, engagement et représentations sociales : Contribution expérimentale à un modèle de la dynamique représentationnelle. *Cahiers Internationaux de Psychologie Sociale*, 63, 81-92.

Statistics Sweden. (2009). *Foreign citizens in Sweden by country of citizenship, age and sex. Year 1973-2009*. Récupéré le 10 juillet 2011 de [www.ssd.scb.se](http://www.ssd.scb.se)

Stattin, H., Hansson, K., Klackenberg-Larsson, I. et Magnusson, D. (1998). Corporal punishment in everyday life: an intergenerational perspective. Dans J. McCord, *Coercion and punishment in longterm perspectives*. Philadelphia: Temple University.

Steinmetz, S.K. (1977). *The cycle of violence: Assertive, aggressive and abusive family interaction*. New York : Praeger Press.



Taylor, C.A., Hamvas, L., Rice, J., Newman, D.L. et De Jong, W. (2011). Perceived social norms, expectations, and attitudes toward corporal punishment among an urban community sample of parents. *Journal of Urban Health*, 88(2), 254-69.

Todorov, T. (2008). *La peur des barbares. Au-delà du choc des civilisations*. Paris: R. Laffont.

Tomkiewicz, S. et Vivet, P. (1991). *Aimer mal, châtier bien. Enquête sur les violences dans les institutions pour enfants et adolescents*. Paris: Seuil.

Ministry of Justice. (1969). *The Penal Code with Amendments (Third Edition)*. Récupéré le 3 novembre 2011 de [http://law.case.edu/saddamtrial/documents/iraqi\\_penal\\_code\\_1969.pdf](http://law.case.edu/saddamtrial/documents/iraqi_penal_code_1969.pdf)

Turner, H. A. et Finkelhor, D. (1996). Corporal Punishment as a Stressor among Youth. *Journal of Marriage and Family*, 58(1).

Turner, H.A. et Muller, P.A. (2004). Long-Term Effects of Child Corporal Punishment on Depressive Symptoms in Young Adults. Potential Moderators and Mediators. *Journal of Family Issues*, 25(6), 761-782.

UNICEF. (2010). *Child Disciplinary Practices at Home: Evidence from a Range of Low- and Middle-Income Countries*. Récupéré le 10 juillet 2011 de [http://www.childinfo.org/files/report\\_Disipl\\_FIN.pdf](http://www.childinfo.org/files/report_Disipl_FIN.pdf)

Valence, A., et Roussiau, N. (2005). Etude de la transformation de représentations sociales en réseau (idéologie, droits de l'homme et institution). Récupéré du site de la revue : <http://lodel.irevues.inist.fr/cahierspsychologiepolitique/index.php?id=1124>

Verdugo, M. A., Bermejo, B. G. et Fuertes, J. (1995). Maltreatment of intellectually handicapped children and adolescents. *Child Abuse and Neglect*, 19, 205-215.

Wallon, H. (1959). Psychologie et Education de l'Enfance. *Enfance*, 12(3-4), 195-202.

Ziegert, K.A. (1983). The Swedish Prohibition of Corporal Punishment: A Preliminary Report. *Journal of Marriage and Family*, 45(4).

## Annexe

### PARENTING STYLE QUESTIONNAIRE

Based on: Robinson, C., Mandleco, B., Olsen, S. F., & Hart, C. H. (1995). Authoritative, authoritarian, and permissive parenting practices: Development of a new measure. *Psychological Reports*, 77, 819-830.

Please rate how often you engage in the different parenting practices, listed below. Scores range from "Never" to "Always" on a 5-point scale. At the end of each section, add up the scores and divide it by the number of questions in that section. The calculated score is your total score for that category. The highest score indicates your preferred parenting style.

#### ***Authoritative Parenting Style***

1. I am responsive to my child's feelings and needs:

Never 1 2 3 4 5 6 Always

2. I take my child's wishes into consideration before I ask him/her to do something:

Never 1 2 3 4 5 6 Always

3. I explain to my child how I feel about his/her good/bad behaviour:

Never 1 2 3 4 5 6 Always

4. I encourage my child to talk about his/her feelings and problems:

Never 1 2 3 4 5 6 Always

5. I encourage my child to freely "speak his/her mind", even if he/she disagrees with me:

Never 1 2 3 4 5 6 Always

6. I explain the reasons behind my expectations:

Never 1 2 3 4 5 6 Always

7. I provide comfort and understanding when my child is upset:

Never 1 2 3 4 5 6 Always

Based on: Robinson, C., Mandleco, B., Olsen, S. F., & Hart, C. H. (1995). Authoritative, authoritarian, and permissive parenting practices: Development of a new measure. *Psychological Reports*, 77, 819-830.

8. I compliment my child:

Never 1 2 3 4 5 6 Always

9. I consider my child's preferences when I make plans for the family (e.g., weekends away and holidays):

Never 1 2 3 4 5 6 Always

10. I respect my child's opinion and encourage him/her to express them:

Never 1 2 3 4 5 6 Always

11. I treat my child as an equal member of the family:

Never 1 2 3 4 5 6 Always

12. I provide my child reasons for the expectations I have for him/her:

Never 1 2 3 4 5 6 Always

13. I have warm and intimate times together with my child:

Never 1 2 3 4 5 6 Always

**Scoring: Total score ..... / 13 = .....**

#### ***Authoritarian Parenting Style***

1. When my child asks me why he/she has to do something I tell him/her it is because I said so, I am your parent, or because that is what I want:

Never 1 2 3 4 5 6 Always

2. I punish my child by taking privileges away from him/her (e.g., TV, games, visiting friends):

Never 1 2 3 4 5 6 Always

3. I yell when I disapprove of my child's behaviour:

Never 1 2 3 4 5 6 Always

4. I explode in anger towards my child:

Never 1 2 3 4 5 6 Always

5. I spank my child when I don't like what he/she does or says:

Never 1 2 3 4 5 6 Always

6. I use criticism to make my child improve his/her behaviour:

Never 1 2 3 4 5 6 Always

7. I use threats as a form of punishment with little or no justification:

Never 1 2 3 4 5 6 Always

8. I punish my child by withholding emotional expressions (e.g., kisses and cuddles):

Never 1 2 3 4 5 6 Always

9. I openly criticise my child when his/her behaviour does not meet my expectations:

Never 1 2 3 4 5 6 Always

10. I find myself struggling to try to change how my child thinks or feels about things:

Never 1 2 3 4 5 6 Always

11. I feel the need to point out my child's past behavioural problems to make sure he/she will not do them again:

Never 1 2 3 4 5 6 Always

12. I remind my child that I am his/her parent:

Never 1 2 3 4 5 6 Always

Based on: Robinson, C., Mandleco, B., Olsen, S. F., & Hart, C. H. (1995). Authoritative, authoritarian, and permissive parenting practices: Development of a new measure. *Psychological Reports*, 77, 819-830.

13. I remind my child of all the things I am doing and I have done for him/her:

Never 1 2 3 4 5 6 Always

**Scoring: Total score ..... / 13 = .....**

### ***Permissive Parenting Style***

1. I find it difficult to discipline my child:

Never 1 2 3 4 5 6 Always

2. I give into my child when he/she causes a commotion about something:

Never 1 2 3 4 5 6 Always

3. I spoil my child:

Never 1 2 3 4 5 6 Always

4. I ignore my child's bad behaviour:

Never 1 2 3 4 5 6 Always

**Scoring: Total score ..... / 4 = .....**

Parenting Styles: On the lines below you can record the rank order of your preferred parenting styles:

1) ..... Score:

2) ..... Score:

3) ..... Score: